

MOHAMED MEHDI BENSaid, MINISTRE MAROCAIN DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

« LA CULTURE EST LA FORCE QUI FAIT GRANDIR NOTRE PAYS »

MENSUEL DE L'ACTUALITÉ DES PERSONNALITÉS AFRICAINES

LA CLÉ POUR COMPRENDRE L'AFRIQUE

HOMMES d'AFRIQUE *Magazine*

www.hommesdafrique.com

N° 153 MAI-JUIN 2025

OLIGUI NGUEMA, LE PARI DE LA REFONDATION

NOUVELLE GOUVERNANCE, NOUVELLE VISION, NOUVEAUX DÉFIS

**FIRMIN
EDOUARD
MATOKO**
CANDIDAT
AU POSTE DE
DIRECTEUR
GÉNÉRAL DE
L'UNESCO

EXCLUSIF
ENTRETIEN AVEC
**S.E. WAMKELE
K. MENE**
SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL
DE LA ZLECAF

www.femmesdafrique.com

ANAFRICAN MONTHLY FOR GENDER PROMOTION

FEMMES d'AFRIQUE Magazine



N° 2 Rue Australia - Imm. N° 04 - Océan - Rabat - Maroc
 Tél. : +212 5 37 72 58 31 • Gsm : +212 6 48 82 21 37
 Site web : www.femmesdafrique.com

B.P. 5351 Akwa
Douala, Cameroun
www.hommesdafrique.com

DIRECTEUR DE PUBLICATION
PRESIDENT DU CONSEIL EDITORIAL
Samirat NTIAZE
samirat2008@gmail.com
tél. : +212 6 48 82 21 37

Editeur
SANTIA BUSINESS DEVELOPMENT (SARL)
4 RUE AUSTRALIE. OCEAN-RABAT - MAROC

Cameroun
JOURNALISTE
Sylvestre Tetchiada
+237 95264115
Tetchiada@yahoo.fr

Joseph KAPO
tél. : +237 7779 4485
kapojoseph@yahoo.fr

Ngaleu Woukougou christelle
tél. : +237 76026816
Email: chrisngaleu@yahoo.fr

Zacharie Roger MBARGA
mbargaroger@yahoo.fr
tél. : +237 697846674

Nyck Wilfried junior
tél. : 00237695057925
Email: obononmarie@yahoo.com

Egypte
JOURNALISTE - REPRESENTANT
Eric I. Asomugha
tél. : +20 116 003 3228

MAROC
Karima Mouhallam
tél. : +212 0642969974
karimamouhallam@hotmail.com

USA
NTIAZE NDONGMO Mohamed
tél. : +1 (202) 823-878 / +12028238783
anelkapresi2010@gmail.com

Eric I. Asomugha
tél. : +1 267 243 9580
achoski@gmail.com
eric@fissonline.com

USA. Sy soire salimata
Sysoire@yahoo.com
+1 (646) 240-1155

Amde Nardos
Adohelmar1@gmail.com
+1 (703) 228-9800

France
Georgina Mercader
tél. : +33681461270
mail: sangeorgina@hotmail.com

Salomon Mezepo
tél. : +33 601 181 652
menaibuc@orange.fr

Suisse
REPRESENTANT
METANGMO Patrick
tél. : +41797966656
wtsobgny@gmail.com

Côte d'Ivoire
CORRESPONDANT
Valery Foungebe
tél. : +225 40 40 20 51
v.foungebe@yahoo.fr

Congo
JOURNALISTE
Wilfrid DIANKABAKANA
Tel. : +242066922269
chrislawilla@yahoo.fr

Gabon
REPRESENTANT
Serge Olivier Nzikoué
tél. : +241 07 36 67 65
nzikoue_so@yahoo.fr

Bénin/Togo
JOURNALISTE
ferdinand Gade
Tél. : +228 97 38 61 13 togo
+229 97 84 97 76 Bénin
ferdinandgade@gmail.com

HOUNGBEDJI Cir Raoul.
Tél. : (+229) 52 22 72 22
E-mail : houciral@yahoo.fr

Guinée Equatoriale
JOURNALISTE
Ela Ondo Onguene Clemente
tél. : +240 222 022 315
clementeela@hotmail.com

Jillapia Nestor
tél. : +240222259070

Ghana
JOURNALISTE
Florian Mallely.
Tel : +233538449357

TRADUCTEUR
Tsongni Bruno
tél. : +240 222 24 33 26

Conception
hichampzo2020@gmail.com

Imprimerie
Linaprint

Périodicité: Mensuel
Dépôt légal
2013PE0010
ISSN
2028_9944

SOMMAIRE

FOCUS

- 6-17 **GABON / L'heure du réveil : de la transition militaire au pari du développement inclusif**
Sosthène Nguema Nguema : Un technocrate au service de la souveraineté pétrolière gabonaise
Henri-Claude Oyima : Le banquier devenu stratège de la relance gabonaise
Alain Simplicie Boungoueres : Un bâtisseur au cœur de la refondation du Gabon
Dennis Jones et le Gabon : Le pari de la sécurité pour soutenir le développement

POLITIQUE

- 18-23 **João Lourenço à la tête de l'Union africaine : Un mandat tourné vers l'action et la prospérité partagée**
Frontière Mali-Algérie : La dangereuse escalade
Côte d'Ivoire / Exclusion des candidats Gbagbo, Thiame, Blé Goudé, Soro : Un pays au bord de l'implosion ?

NOTRE INVITE

- 24-29 **S.E. WAMKELE KEABETSWE MENE, Secrétaire Exécutif de la Zlecaf : « Le succès de la ZLECAF repose sur l'efficacité des réseaux de transport, des plateformes de commerce numérique et la modernisation des douanes... »**

ECONOMIE

- 30-34 **Avenir des chambres de commerce : S'engager dans la transformation et soutenir la ZLECAF**
Cinq candidats à la conquête de la présidence de la BAD
Présidence de la BAD : Au-delà de l'élection, les enjeux majeurs pour le continent

BIBLIOTHEQUE

- 35-37 **Samari Sadik publie : «Le Guide du Charisme», un ouvrage sur l'influence et l'art des relations humaines**
Libérer le potentiel d'exportation des PME : Un impératif pour la croissance africaine

DEVELOPPEMENT

- 38-41 **AFRIQUE : Pour une renaissance portée par l'Éducation**
TamTech : Des solutions africaines pour une éducation souveraine

DIPLOMATIE SPORTIVE

- 40-41 **SPORAMA 2025 : Le Rifs impact le Maroc...**

SANTE

- 42-43 **JAIE 2025 : Quand la santé devient le socle du développement africain**



LEADERSHIP AFRICAIN

- 44-47 **Relever le Défi du Paludisme en Afrique : L'appel à l'action des leaders africains**
Dr JEAN KASEYA, Directeur général de l'Africa CDC : Architecte de la souveraineté sanitaire africaine

GOVERNANCE

- 48-53 **Firmin Edouard Matoko : Un réformateur humaniste pour une Unesco plus inclusive**
FIRMIN EDOURAD MATOKO : « L'éducation est le socle sur lequel reposent la paix, le développement durable et la dignité humaine »

CULTURE

- 54-62 **SIEL 2025 : Rabat, capitale littéraire africaine et carrefour des cultures - Bilan et Perspectives d'un rendez-vous incontournable**
Entretien avec Hachimi Sali, poète et sociologue : « Il faut préserver la mémoire et redonner à la lecture sa place dans la société »
Entretien avec Dibakana Mankessi, romancier et essayiste : « Un livre est un compagnon fidèle qu'aucun écran ne peut remplacer »
Caftan marocain au patrimoine de l'UNESCO : Spécificités d'un vêtement dont le Royaume est fier

SPORT

- 63-64 **Confédération africaine de Football : Fouzi Lekjaa en route pour la présidence ?**

NÉCROLOGIE

- 65-66 **Décédé à l'âge de 80 ans : Qui était le diplomate Essy Amara ?**



Votre magazine Hommes d'Afrique est disponible sur Kalpin, le premier kiosque digital au Maroc

Prix
unitaire

60 DH

Accès digital

Prix
annuel

590 DH
Par an

Accès digital
à 12 numéros

Prix
étudiant

530 DH
Par an

Accès réservé
aux étudiants



L'AFRIQUE EN MARCHÉ : FORGER SON DESTIN À L'AUBE DE NOUVELLES SOUVERAINETÉS

Le 21^e siècle trouve le continent africain à une croisée des chemins décisive, vibrant d'une volonté affirmée de prendre en main son destin et de redéfinir sa place sur l'échiquier mondial. Loin des récits éculés de dépendance, une lame de fond parcourt l'Afrique : celle de la quête d'une souveraineté multidimensionnelle - économique, politique, sanitaire, alimentaire et culturelle. La présidence angolaise de l'Union Africaine, incarnée par João Lourenço, s'inscrit dans cette dynamique, avec un mandat tourné vers l'action et une prospérité partagée, symbolisant une nouvelle ère où le continent entend être l'artisan principal de son développement.

Au cœur de cette transformation se trouve l'impératif de la souveraineté économique. L'entrée en vigueur de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) constitue une pierre angulaire de cette ambition, visant à stimuler le commerce intra-africain, à favoriser l'intégration et à créer un marché unique pour les biens et services. Des institutions comme la Banque Africaine de Développement (BAD) jouent un rôle crucial en finançant des projets structurants, notamment dans la modernisation des infrastructures - routes, ports, réseaux énergétiques - essentielles à la mobilité des biens et des personnes. L'accent est mis sur la transformation locale des matières premières afin d'accroître la valeur ajoutée des produits africains et de réduire la dépendance aux exportations brutes. Cette vision économique s'appuie également sur la digitalisation et le soutien crucial aux Petites et Moyennes Entreprises (PME), véritables moteurs d'emploi et d'innovation. Les chambres de commerce sont ainsi appelées à se moderniser pour accompagner cette dynamique et soutenir l'intégration effective à la ZLECAf.

Parallèlement, la souveraineté sanitaire et alimentaire émerge comme un pilier fondamental de cette autonomie stratégique. La pandémie de COVID-19 a cruellement rappelé la vulnérabilité du continent face aux chaînes d'approvisionnement mondiales. En réponse, des institutions comme Africa CDC, sous l'impulsion du Dr Jean Kaseya, œuvrent à bâtir une véritable souveraineté sanitaire, incluant la production locale de vaccins et de médicaments et une capacité de réponse coordonnée aux urgences sanitaires. La lutte contre

des fléaux endémiques tel que le paludisme mobilise les leaders africains autour d'objectifs d'élimination ambitieux, nécessitant des ressources internes accrues et des approches innovantes. Sur le front alimentaire, l'exemple de l'Éthiopie, qui a atteint l'autosuffisance en blé grâce à des politiques agricoles volontaristes et des investissements ciblés, inspire le continent et démontre qu'une Afrique capable de nourrir ses populations est une ambition réalisable.

Cette quête d'autonomie se manifeste également sur les plans politique et culturel. L'Afrique entend peser davantage dans les instances internationales et promouvoir des «solutions africaines aux problèmes africains», notamment en matière de paix et de sécurité, conditions sine qua non du développement durable. La gestion des crises, comme les tensions entre le Mali et l'Algérie ou la situation politique en Côte d'Ivoire, souligne la complexité de cet enjeu. Dans ce contexte, l'élection de Brice Clotaire Oligui Nguema à la tête du Gabon s'inscrit dans une dynamique de refondation et de rupture, illustrant l'aspiration d'une nouvelle gouvernance et d'une vision renouvelée pour les États africains en quête de légitimité et de développement inclusif. Culturellement, le continent affirme sa richesse et son patrimoine, à l'image de la démarche marocaine pour la reconnaissance du Caftan par l'UNESCO ou la candidature de Firmin Edouard Matoko à la tête de cette même institution, avec la vision d'une Afrique laboratoire d'innovations pour le monde.

Certes, les défis demeurent immenses : conflits persistants, pressions géopolitiques externes, déficits infrastructurels et nécessité d'un financement accru pour les projets de développement. Cependant, ces obstacles sont de plus en plus perçus comme des catalyseurs d'innovation, de résilience et de renforcement de la collaboration intra-africaine. Le succès de cette marche vers une souveraineté accrue reposera sur une gouvernance éclairée, une mobilisation collective, et la pleine participation de sa jeunesse et de ses femmes, forces vives du continent. L'Afrique n'est plus seulement un continent d'enjeux, mais un acteur résolu à forger son propre avenir, un avenir où elle sera maîtresse de son destin et partenaire incontournable sur la scène mondiale.



GABON

L'HEURE DU RÉVEIL

DE LA TRANSITION MILITAIRE AU PARI DU DÉVELOPPEMENT INCLUSIF

Par-delà la transition politique historique engagée en août 2023, le Gabon semble entrer dans une nouvelle ère. Celle du réveil. Porté par une dynamique de rupture, le pays, sous la conduite du président Brice Clotaire Oligui Nguema, élu en avril 2025 après avoir conduit la transition, ambitionne aujourd'hui de bâtir un modèle de développement inclusif, diversifié et durable. Mais les défis sont de taille, les attentes considérables, et le contexte régional mouvant. Entre volonté de réformes structurelles, relance économique et lutte contre la pauvreté, le Gabon est à la croisée des chemins.

Une transition politique sans heurts, une gouvernance réaffirmée

Le 30 août 2023, le renversement du régime d'Ali Bongo Ondimba par un groupe d'officiers réunis au sein du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) a marqué la fin d'un cycle de plus de cinq décennies de pouvoir dynastique. À sa tête, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, jusqu'à patron de la garde républicaine, avait alors promis une transition pacifique, inclusive et souveraine.

En moins de deux ans, une nouvelle Constitution a été adoptée par référendum, un nouveau code électoral promulgué, et des élections générales pluralistes organisées en avril 2025, aboutissant à son élection avec un peu plus de 64 % des voix. Dans son discours d'investiture, le 5 mai dernier, il déclarait : « Le peuple gabonais a exprimé sa volonté de changement. Nous devons maintenant transformer cette aspiration populaire en action publique concrète, en justice sociale et en prospérité partagée. »

Le nouveau gouvernement reflète un subtil dosage entre compétences technocratiques et enracinement politique, avec des profils comme Henri Claude Oyima à l'Économie ou Sosthène Nguema Nguema aux

Hydrocarbures. Un signal fort vers une gouvernance modernisée.

Une économie à réinventer

Si le Gabon a longtemps été perçu comme un pays à revenu intermédiaire, porté par sa rente pétrolière (le secteur représentait encore 25,3 % du PIB et près de 67 % des exportations en 2023), ses fragilités structurelles sont criantes : une économie peu diversifiée, un chômage des jeunes élevé (estimé à plus de 37 % selon la Banque mondiale), une dette publique de près de 60 % du PIB et une forte dépendance aux importations alimentaires.

Le nouveau président semble conscient des limites du modèle extractiviste. Lors de la clôture du Forum économique de Libreville, en mars 2025, il affirmait : « L'indépendance économique ne

peut reposer sur un seul produit. Nous devons valoriser nos matières premières, encourager l'agriculture locale, développer l'industrie et former nos jeunes aux métiers de demain. »

Le Plan national de développement pour la Transition (PNDT 2024-2026), qui sert de feuille de route au gouvernement, mise sur quatre axes prioritaires : la diversification économique, le développement des infrastructures, l'industrialisation locale et la justice sociale.

Des réformes structurelles urgentes

Parmi les chantiers les plus attendus : la réforme du système fiscal, la lutte contre la corruption, l'assainissement des finances publiques et la modernisation de l'administration. La nomination de Henri



Claude Oyima, ex-Patron du Groupe BGFIBank, au poste stratégique de ministre d'État à l'Économie, aux Finances, à la Dette et aux Participations, incarne cette volonté de rigueur, d'audit des comptes publics et de redéfinition des priorités budgétaires.

L'un des dossiers clés concerne également la renégociation des contrats miniers et pétroliers afin d'augmenter la part des revenus captés par l'État et favoriser le contenu local. Dans cette optique, le gouvernement a promis la publication systématique des contrats et la mise en place d'un système de comptage en temps réel des exportations de brut. Mais la transformation économique ne peut réussir sans inclusion. Le président Oligui Nguema en a fait une priorité : « Il n'y aura pas de stabilité durable sans justice sociale. Nous devons faire en sorte que les richesses du Gabon profitent à tous, et d'abord à ceux qui, jusque-là, n'avaient rien. »

La relance des investissements publics dans l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable et à l'électricité, en particulier dans les provinces de l'intérieur, vise à corriger les inégalités historiques entre Libreville et le reste du pays. Le lancement d'un vaste programme de construction de routes, de ponts et de logements sociaux devrait contribuer à désenclaver des zones entières et à booster l'économie locale.

Le secteur agricole, longtemps marginalisé, est également repositionné comme un levier de souveraineté alimentaire, de création d'emplois et de réduction de la dépendance aux importations. Plusieurs zones agro-industrielles intégrées sont en cours de développement, notamment dans l'Ogooué-Ivindo et le Woleu-Ntem.

Un leadership sous-régional à réinventer

Sur le plan régional, le Gabon post-transition souhaite reprendre sa place de moteur diplomatique et économique en Afrique cen-



trale. Suspendu des instances de la CEEAC après le coup d'État, le pays œuvre depuis plusieurs mois à sa réintégration et multiplie les signaux d'ouverture.

Libreville accueille désormais plusieurs forums internationaux, relance ses projets de corridors routiers et ferroviaires avec le Cameroun et le Congo, et souhaite jouer un rôle plus actif dans la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Le président gabonais a également plaidé pour un renforcement de la BEAC et un meilleur rapatriement des devises

issues des exportations de la sous-région.

Malgré les signaux encourageants, le chemin reste semé d'embûches. L'économie mondiale demeure incertaine, les marges de manœuvre budgétaires réduites, et la pression populaire forte. Le défi sera aussi de maintenir la cohésion politique au sein d'un gouvernement pluriel, tout en garantissant les libertés publiques et une réelle séparation des pouvoirs.

La réussite du Gabon dépendra aussi de la capacité du régime à impliquer les citoyens dans les réformes, à dialoguer avec les partenaires sociaux, à soutenir les PME, à digitaliser l'administration et à créer un climat des affaires plus attractif.

Mais une chose est sûre : le temps du statu quo est révolu. Le Gabon ne peut plus dormir sur ses rentes. L'heure est venue d'« oser l'avenir », pour reprendre les mots du président Oligui Nguema : « Ce que nous bâtissons aujourd'hui, ce ne sont pas seulement des routes ou des lois. Ce sont les fondations d'un Gabon nouveau. D'un Gabon fier, libre et prospère. »

Sylvestre Tetchiada

**LIBREVILLE ACCUEILLE
DÉSORMAIS
PLUSIEURS FORUMS
INTERNATIONAUX,
RELANCE SES PROJETS
DE CORRIDORS
ROUTIERS ET
FERROVIAIRES AVEC
LE CAMEROUN ET LE
CONGO...**

SOSTHÈNE NGUEMA NGUEMA

Un technocrate au service de la souveraineté pétrolière gabonaise

Nommé récemment à la tête du ministère du Pétrole, en remplacement de Marcel Abéké, Sosthène Nguema Nguema est chargé de piloter une réforme stratégique d'un secteur clé de l'économie gabonaise. Ancien parlementaire et cadre du parti de l'Union nationale, il incarne une nouvelle génération de responsables gabonais alliant expertise scientifique, expérience politique et engagement citoyen.

Né en 1974 à Oyem, dans la province du Woleu-Ntem, il se distingue par un parcours académique solide et multidisciplinaire. Après des études primaires à l'école d'application d'Oyem et un baccalauréat scientifique au lycée d'État de la même ville, il s'oriente vers les sciences naturelles. Il obtient un Diplôme Universitaire d'Études Scientifiques (DUES) en chimie, biologie et géologie à l'Université des Sciences et Techniques de Masuku, avant de poursuivre ses études en France.

À l'Université de Poitiers, il décroche une licence puis un master 1 en biologie générale, sciences de la Terre et de l'Univers. Il se spécialise ensuite à l'Université Claude Bernard Lyon I avec deux masters en Génie et gestion de l'environnement, et en Prévention et gestion des risques.

Une carrière ancrée dans le secteur privé et les grands projets nationaux

De retour au Gabon en 2006, Nguema Nguema met son expertise au service du secteur privé. Il occupe le poste d'ingénieur QHSE (Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement) à la Sobraga



puis chez Terrea, où il pilote avec succès les processus de certification ISO 14001 et OHSAS 18001. Ces réalisations le propulsent rapidement chez Royal Haskoning International comme chef de projet.

Peu après, il est appelé par la délégation générale du gouvernement pour superviser l'exploitation stratégique du gisement de fer de Belinga, avant d'intégrer le ministère des Hydrocarbures et des Mines. Sa trajectoire professionnelle illustre une connaissance approfondie des enjeux techniques et environnementaux liés à l'exploitation des ressources naturelles.

Sur le plan politique, il est un militant engagé depuis 2007 au sein du mouvement citoyen «Ça suffit comme ça». Lors du référendum constitutionnel de novembre 2024, il coordonne la campagne du «Oui» dans sa province natale, puis est désigné coordinateur provincial (G9) pour la campagne présidentielle du général Brice Clotaire Oligui Nguema, en avril 2025.

Un rôle clé dans la réforme pétrolière de la 5e République

La nomination de Sosthène Nguema Nguema intervient dans le cadre de la formation du premier gouvernement de la 5e République, qui vise à renforcer le contrôle de l'État sur l'industrie pétrolière – un secteur qui représentait 25,3 % du PIB en 2023. Elle s'inscrit également dans la continuité du Plan national de développement pour la Transition (PNDT 2024-2026), axé sur la diversification économique, le développement durable et la croissance inclusive.

Dans ce contexte, son ministère devra intensifier les efforts pour une meilleure monétisation des ressources pétrogazières, promouvoir les entreprises locales et instaurer une gouvernance fondée sur la transparence. L'un de ses défis majeurs sera de sécuriser un accord régional pour le rapatriement des devises pétrolières, vitales au financement de l'action publique.

Il devra également superviser la publication des contrats pétroliers, exigée par la présidence, et mettre en œuvre un système de comptage en temps réel des

exportations de brut, qui représentaient en 2023 près de 67 % des exportations totales du Gabon.

La relance de l'exploration pétrolière figure aussi parmi ses priorités. Malgré les réformes du code des hydrocarbures en 2019, ce levier stratégique reste sous-exploité. Pour Nguema Nguema,

**SON MINISTÈRE
DEVRA
INTENSIFIER LES
EFFORTS POUR
UNE MEILLEURE
MONÉTISATION
DES RESSOURCES
PÉTRO-GAZIÈRES...**

l'enjeu consiste à concilier les impératifs de sécurité énergétique, la valorisation locale, et le maintien d'un cadre attractif pour les investissements étrangers.

En tant qu'expert QHSE certifié, coordinateur de projets industriels complexes et acteur de la modernisation des politiques environnementales, il est bien armé pour relever ces défis. Sa légitimité est renforcée par son ancrage territorial et son rôle clé dans les campagnes électorales récentes.

À la tête du ministère du Pétrole, il ambitionne de transformer la rente pétrolière en richesse durable pour les générations futures, tout en intégrant les impératifs de la transition énergétique. Avec à la clé, l'espoir de faire du secteur une locomotive pour une croissance plus inclusive et souveraine du Gabon.

S.T.



HENRI-CLAUDE OYIMA

Le banquier devenu stratège de la relance gabonaise

À 68 ans, le président-directeur général de BGFIBank, figure emblématique de la finance africaine, est appelé à piloter le super-ministère de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations du Gabon. Un choix audacieux qui reflète la volonté du président Oligui Nguema de conjuguer expertise technique et réforme structurelle.

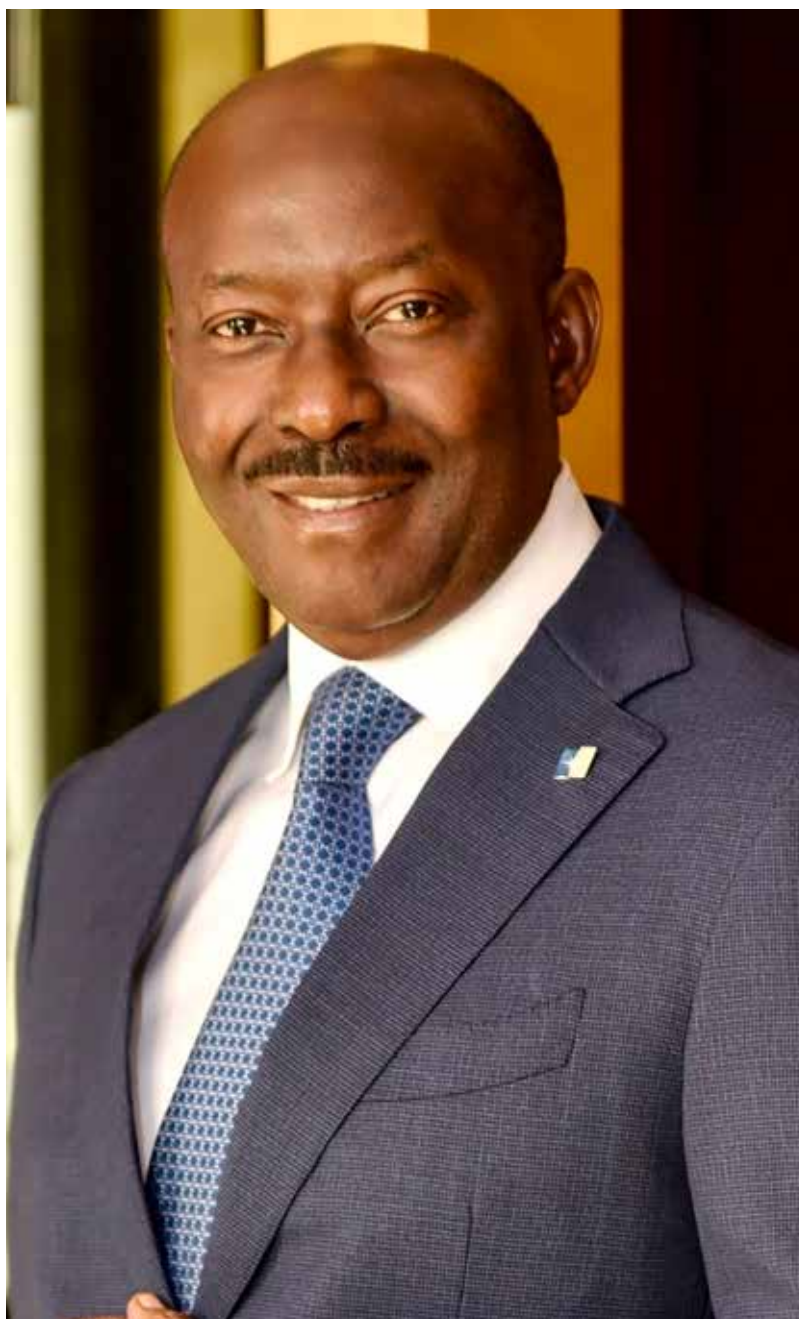
Un parcours d'exception au service de la finance africaine

Né le 4 décembre 1956 à Franceville, Henri-Claude Oyima a bâti une carrière remarquable dans le secteur bancaire. Diplômé de l'Université de Washington, où il a obtenu un bachelor en sciences d'administration et un master en banque, il débute sa carrière à la Citibank de New York. Rapidement, il retourne au Gabon pour intégrer la filiale locale de la banque américaine, puis rejoint Paribas Gabon en 1983, où il gravit les échelons jusqu'à devenir directeur général en 1985.

En 1996, il transforme Paribas Gabon en Banque Gabonaise et Française Internationale (BGFIBank), qu'il développe en un groupe bancaire panafricain présent dans plus de 12 pays, employant plus de 3 000 collaborateurs. Sous sa direction, BGFIBank devient un acteur majeur du secteur financier en Afrique centrale.

De la finance au cœur de l'État

Le 5 mai 2025, Henri-Claude Oyima est nommé ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations, chargé de la lutte contre la vie chère. Cette nomination



intervient dans un contexte de transition politique au Gabon, marqué par la volonté du président Brice Clotaire Oligui Nguema de redresser l'économie nationale et de renforcer la transparence budgétaire.

La création de ce super-ministère, résultant de la fusion de plusieurs portefeuilles économiques, témoigne de l'importance accordée à la relance économique et à la maîtrise des finances publiques. Oyima est ainsi chargé de restaurer la rigueur budgétaire, de maîtriser la dette et de s'attaquer frontalement à la vie chère, fléau du quotidien des Gabonais.

La nomination d'Oyima au gouvernement tout en conservant ses fonctions à la tête de BGFIBank a suscité des interrogations légitimes. En effet, le maintien de ses responsabilités dans le secteur privé, notamment à la direction d'une banque systémique, soulève des questions de conflit d'intérêts et de compatibilité avec ses nouvelles fonctions publiques.

Face à ces critiques, Oyima a assuré préparer son départ de la BGFIBank avec méthode, dans le respect des règles et des équilibres du groupe bancaire. Il a déclaré : « On ne quitte pas une maison qu'on a bâtie depuis 40 ans du jour au lendemain. Ce serait irresponsable. On ne saute pas d'un avion en plein vol. Il faut amorcer un atterrissage progressif, maîtrisé. »

Les défis d'une mission stratégique

En tant que ministre d'État en charge de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations, Oyima devra relever plusieurs défis majeurs :

- Rigueur budgétaire : Restaurer la discipline fiscale et assurer une gestion transparente des finances publiques.
- Maîtrise de la dette : Restructurer la dette publique en collaboration avec les bailleurs internationaux.
- Lutte contre la vie chère : Mettre en place des politiques économiques visant à améliorer le pouvoir d'achat des Gabonais.
- Stimulation de l'investissement : Encourager l'investissement productif pour diversifier l'économie et créer des emplois.



REPÈRES CHRONOLOGIQUES

DATE	ÉVÉNEMENT
1956	NAISSANCE À FRANCEVILLE, GABON
1982	DÉBUTS À LA CITIBANK DE NEW YORK
1983	INTÈGRE PARIBAS GABON COMME DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
1985	NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE PARIBAS GABON
1996	TRANSFORMATION DE PARIBAS GABON EN BGFIBANK
2025	NOMMÉ MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES, DE LA DETTE ET DES PARTICIPATIONS

Sa nomination est perçue comme un signal fort de la volonté du gouvernement de mobiliser des compétences issues du secteur privé pour insuffler

**SA NOMINATION
EST PERÇUE COMME
UN SIGNAL FORT
DE LA VOLONTÉ DU
GOUVERNEMENT
DE MOBILISER DES
COMPÉTENCES
ISSUES DU SECTEUR
PRIVÉ...**

une dynamique nouvelle à la gestion des affaires économiques du pays.

Henri-Claude Oyima incarne une figure de proue pour la relance économique du Gabon. Son expertise bancaire, sa connaissance approfondie du tissu économique africain et sa capacité à naviguer dans des environnements complexes font de lui un atout majeur pour le gouvernement de transition. Toutefois, la réussite de sa mission dépendra de sa capacité à gérer les défis liés à la transition de ses responsabilités dans le secteur privé vers ses nouvelles fonctions publiques, tout en mettant en œuvre des réformes économiques audacieuses et inclusives.

S.T.

ALAIN SIMPLICE BOUNGOUERES

Un bâtisseur au cœur de la refondation du Gabon

Le 8 mai 2025, dans un contexte politique en recomposition et de relance économique ambitieuse, le général-président Brice Clotaire Oligui Nguema a fait un choix stratégique : nommer Alain Simplicie Boungeoueres au poste de Conseiller spécial, chef de département des travaux publics à la présidence de la République. Un portefeuille crucial pour le développement du Gabon, au cœur du Plan national de Transition. Mais au-delà du titre, c'est la personnalité, le parcours et la vision d'un homme discret et déterminé qui suscitent l'attention. Portrait d'un technocrate patriote, rallié à la République après avoir été candidat à sa présidence.

Une expertise forgée sur le terrain

Né le 29 février 1968 à Lastourville, chef-lieu de l'Ogooué-Lolo, Alain Simplicie Boungeoueres a, dès ses débuts, emprunté le chemin du concret. Ingénieur expert agréé en génie civil, projeteur minier, économiste des transports et manager certifié, il affiche un profil technique rare. Sa formation multidisciplinaire a été acquise à l'École Polytechnique de Masuku (USTM) au Gabon, à l'Institut Africain de Management (IAM) au Sénégal et à l'Université Jean Moulin Lyon 3 en France, au sein du prestigieux Laboratoire d'Économie des Transports. Cette base solide, Boungeoueres l'a mise à l'épreuve du terrain pendant plus de 29 ans. Il a évolué au sein de grandes entreprises telles que Dragage Gabon, la SNGE-BCEOM, COMILOG, IGIP Afrique, PAPSUT ou encore le Bureau de Coordination des Activités (BCA) Ndolo. À travers ces expériences, il a piloté des



projets routiers, portuaires, miniers et urbains d'envergure, combinant savoir-faire technique, capacité de négociation et sens aigu de la planification stratégique.

De l'ingénierie à la politique

Son engagement ne s'est pas arrêté aux bureaux d'études ou aux chantiers. Fort de son enracinement local et de sa réputation de rigueur, Boungeoueres s'engage en politique.

Élu député du deuxième siège du département de l'Ogooué (Ngounié) de 2011 à 2022 sous les couleurs du Parti Démocratique Gabonais (PDG), il y a occupé des responsabilités notables, notamment à la Commission de la communication, de l'information et des technologies numériques.

Sa voix, calme mais ferme, porte dans l'hémicycle comme dans les cercles du développement local. Très actif sur le terrain, il milite pour le

désenclavement des zones rurales et la transparence dans la commande publique.

En novembre 2023, désillusionné par les pratiques internes du PDG, il crée le Parti Patriotique Gabonais (PPG). Cette nouvelle formation politique prône une gouvernance de rupture, fondée sur le patriotisme, la justice sociale et la revalorisation du travail technique dans les institutions. L'homme politique est aussi l'auteur d'un essai remarqué : «Ali Bongo Ondimba : obstination et détermination, l'émergence à tout prix», dans lequel il décrypte les limites du modèle gabonais d'avant la transition.

Un tournant : du scrutin présidentiel à la mission républicaine

Candidat déclaré à l'élection présidentielle récente, Boungoueres fait partie de ces hommes qui croient en la force des institutions plus qu'aux clivages partisans. Lorsqu'il est approché par les équipes présidentielles pour rejoindre l'exécutif, il accepte – non pas en rallié, mais en serviteur de l'intérêt général.

Sa nomination au poste de Conseiller spécial, chef de département des TP et Infrastructures ne relève pas du hasard. Elle est le fruit d'un besoin urgent : le Gabon de l'après-Bongo doit reconstruire son socle physique – routes, ponts, barrages, hôpitaux – avec méthode, ambition et transparence.

SA VOIX, CALME MAIS FERME, PORTE DANS L'HÉMICYCLE COMME DANS LES CERCLES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL...

Les enjeux de la mission

Le Gabon, malgré ses ressources naturelles abondantes, souffre d'un déficit chronique en infrastructures de qualité. Les réseaux routiers sont inégalement répartis, les ports et aéroports peinent à répondre aux standards régionaux, et l'intérieur du pays reste trop souvent enclavé. Dans ce contexte, la feuille de route de Boungoueres est à la fois claire et colossale.

Le Plan National de Développement pour la Transition (PNDT) 2024-2026 prévoit une enveloppe de plus de 1 300 milliards FCFA pour les infrastructures routières. Parmi les grands chantiers : la réhabilitation du Transgabonais, la construction du port en eau profonde de Mayumba, le développement du corridor ferroviaire Belinga-Bouée-Mayumba et la

relance des programmes hydroélectriques comme celui de Bouée.

Mais au-delà des investissements, le Gabon doit changer de paradigme : mieux planifier, respecter les délais, réduire les coûts de corruption et intégrer des normes environnementales strictes. Dans cette perspective, l'expertise technique et l'éthique personnelle de Boungoueres sont perçues comme des atouts.

Les défis à relever

Trois grands défis attendent Boungoueres dans les mois à venir :

- La gouvernance des projets publics : Il devra instaurer une culture de performance et d'évaluation dans un secteur longtemps gangrené par le clientélisme. La coordination entre les ministères, les agences d'exécution et les partenaires techniques sera essentielle.
- Le financement durable : Face à des marges budgétaires limitées et une dette publique sous pression, il s'agira d'attirer les investissements privés (PPP) tout en garantissant des retombées locales.
- L'intégration régionale : Le Gabon, membre de la CEMAC, ne peut plus penser ses infrastructures de manière isolée. Le corridor Douala-Libreville, la jonction avec le Congo-Brazzaville ou encore la modernisation des plateformes frontalières doivent répondre à une vision communautaire.

Une opportunité historique

Alain Simplicie Boungoueres n'est ni un populiste, ni un bureaucrate. Il appartient à cette génération d'élites africaines pour qui le patriotisme se mesure à l'aune de l'impact réel sur le terrain. Sa mission est claire : bâtir un Gabon capable d'offrir à chaque citoyen des infrastructures fiables, sûres et inclusives.

À 57 ans, il incarne cette fusion entre savoir-faire technique, lucidité politique et attachement à la nation. Pour lui, l'infrastructure n'est pas un luxe ou un slogan de campagne : c'est le socle du développement humain et économique. À ce titre, sa réussite ne sera pas seulement celle d'un homme – mais celle d'un pays en quête de renouveau.

S.T.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

DATE	ÉVÉNEMENT
1968	Naissance à Lastourville
1995	Débuts dans le secteur du génie civil
2011	Élu député (PDG), Ogoulou
2022	Fin de mandat parlementaire
2023	Création du Parti Patriotique Gabonais (PPG)
Mars 2025	Candidat à la présidentielle
8 mai 2025	Nommé Conseiller spécial TP & Infrastructures

DENNIS JONES ET LE GABON

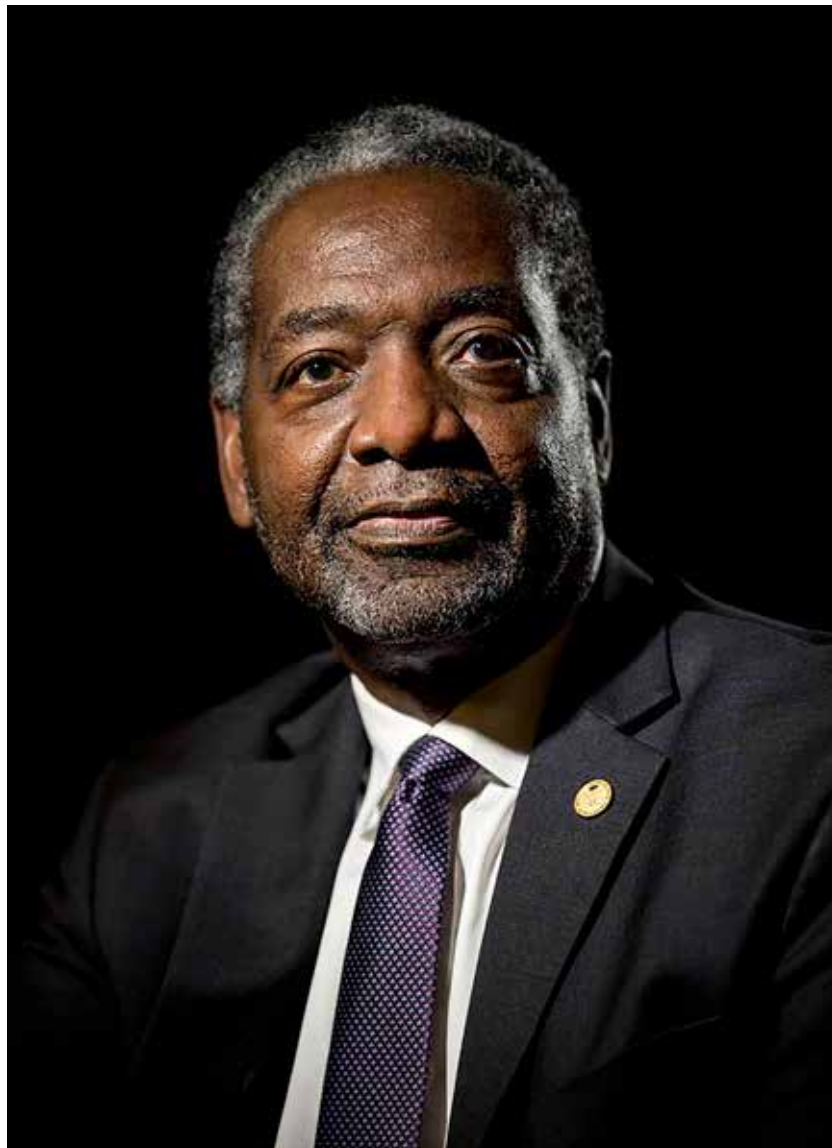
Le pari de la sécurité pour soutenir le développement

Le 3 mai 2025, à Libreville, le président Brice Clotaire Oligui Nguema a été officiellement investi pour un mandat de sept ans à la tête de la République gabonaise. Parmi les invités de marque, la présence d'un homme a particulièrement retenu l'attention des observateurs : Dennis Jones, ancien Directeur Général du National Transportation Safety Board (NTSB) des États-Unis, qui, durant son séjour, était accompagné par Serge Olivier Nzikoue, enquêteur technique d'aviation assermenté, seul Gabonais formé par le NTSB des USA et cadre aux questions aéronautiques au cabinet du Président de la République gabonaise. À 80 ans, Dennis Jones, vétéran de l'aviation civile, premier Afro-Américain nommé à la tête de cette prestigieuse agence en 2017 par Donald Trump, n'est pas un inconnu en Afrique. Son retour sur le continent, à l'invitation du Gabon, laisse entrevoir des perspectives nouvelles en matière de sécurité, de gouvernance technique et de coopération bilatérale.

Une expertise rare et stratégique

Avec plus de 1 300 enquêtes à son actif, Dennis Jones est une sommité mondiale en matière de sécurité des transports. Son implication dans les investigations internationales les plus médiatisées - notamment le vol MH370 de la Malaysia Airlines ou l'accident de l'avion de John F. Kennedy Jr. - lui confère un statut de référence. Mais ce sont ses interventions en Afrique, dès la fin des années 1990, qui pourraient particulièrement intéresser le Gabon d'aujourd'hui.

Jones ne s'est pas contenté de mener



des enquêtes : il a contribué à former des cadres locaux, à structurer des systèmes d'enquête autonomes et à introduire des normes de sécurité rigoureuses dans plusieurs pays africains. Son approche consiste à bâtir

une culture de sécurité fondée sur la rigueur technique, l'indépendance des investigations et l'amélioration continue. Ce capital d'expérience pourrait être décisif pour le Gabon, alors que le pays ambitionne de se

moderniser dans plusieurs secteurs structurants, notamment les transports et les infrastructures.

Le moment gabonais : transition et refondation

Le Gabon traverse une phase charnière de son histoire. La transition post-Bongo, amorcée par le Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions (CTRI) dirigé par Oligui Nguema, a été l'occasion de refonder l'État sur de nouvelles bases. Dans ce contexte, la question de la sécurité des infrastructures - qu'elles soient aériennes, ferroviaires, portuaires ou routières - est centrale.

L'un des axes du développement national annoncé par le président gabonais concerne la relance de l'économie à travers la diversification et l'amélioration du climat des affaires. Or, aucune relance ne saurait s'affranchir de la mise en place de normes internationales en matière de sécurité et de fiabilité des transports. La venue de Dennis Jones à Libreville pourrait ainsi être perçue comme un signal fort : celui d'un Gabon qui veut rompre avec l'improvisation technique et se donner les moyens d'une ingénierie publique sérieuse et performante.

Une coopération technique et diplomatique à renforcer

La diplomatie technique est souvent moins visible, mais elle s'avère parfois plus efficace que les grandes messes politiques. Dans ce domaine, Dennis Jones peut jouer un rôle de catalyseur. Il pourrait accompagner la mise en place d'une Agence gabonaise d'enquête sur les accidents (dans les transports ou les installations critiques), proposer un appui à la formation continue des ingénieurs et techniciens, ou encore encourager des partenariats avec des institutions américaines de référence, comme la FAA (Federal Aviation Administration) ou le MITRE Institute.

Par ailleurs, sa seule présence dans une cérémonie d'investiture nationale renforce la visibilité internationale du Gabon. Elle témoigne d'une volonté du régime de s'ouvrir à des profils crédibles, indépendants et compétents, en rupture avec une époque marquée par le clientélisme. À travers Jones, c'est une porte d'entrée vers un réseau transnational d'experts, de



Au premier plan, Serge Olivier Nzikoue. Pilote, premier enquêteur technique d'aviation assermenté gabonais, il est un ancien lauréat du centre de formation du NTSB en Virginie (USA), dirigé à l'époque par Dennis Jones.

chercheurs et de décideurs du monde des transports qui s'offre au Gabon.

L'effet Jones : un levier d'inspiration nationale

Au-delà des projets concrets que pourrait générer cette collaboration, la figure de Dennis Jones peut avoir un puissant effet symbolique. Afro-

Américain à la carrière exemplaire, ayant su s'imposer dans un univers d'excellence technique, il représente une figure d'émancipation et de mérite. Pour la jeunesse gabonaise, il peut être un modèle. Pour l'administration publique, il incarne une certaine exigence d'efficacité. Pour le président Oligui Nguema, il est un atout stratégique.

Dans un pays où l'aérien reste sous-développé, où les transports ferroviaires sont vétustes et où les normes de sécurité routière sont souvent ignorées, la présence d'un homme comme Jones pourrait initier une dynamique de refonte globale du secteur. Son rôle ne se limite donc pas à un événement ponctuel : il peut s'inscrire dans une relation pérenne, voire dans un programme bilatéral Gabon-États-Unis axé sur la sécurité, la formation et la transformation des infrastructures.

S.T.

**SA SEULE
PRÉSENCE DANS
UNE CÉRÉMONIE
D'INVESTITURE
NATIONALE
RENFORCE
LA VISIBILITÉ
INTERNATIONALE
DU GABON...**

JOÃO LOURENÇO À LA TÊTE DE L'UNION AFRICAINE

Un mandat tourné vers l'action et la prospérité partagée



Le 15 février 2025, lors de la 38^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, l'Angola a pris la présidence tournante de l'organisation panafricaine. Le président João Lourenço succède au président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani et devient ainsi le quatrième dirigeant d'Afrique australe à assumer cette fonction

depuis la création de l'UA en 2002.

Ce passage de relais s'inscrit dans un moment crucial pour le continent : alors que des défis majeurs en matière de paix et de sécurité pèsent sur l'Afrique, le mandat de Lourenço semble prometteur d'une nouvelle dynamique axée sur le développement socio-économique et l'intégration.

Le choix de l'Angola pour cette présidence revêt une symbolique

particulière, puisqu'il marque la première fois qu'un président de l'Afrique australe prend les rênes de l'Union. Ce moment est l'occasion de scruter les priorités politiques et économiques du nouveau président de l'UA, d'autant plus que la présidence de l'Angola intervient à un tournant décisif pour le continent.

L'économie comme levier de souveraineté

Le mandat de João Lourenço à la tête

de l'Union africaine repose avant tout sur un triptyque économique ambitieux : la modernisation des infrastructures, l'intégration économique et l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité pour tous les Africains. Ces trois axes s'articulent autour d'un même objectif : accélérer la transformation structurelle du continent pour en faire une puissance économique mondiale à part entière.

Le président angolais a clairement exprimé son engagement à réaliser les objectifs fixés par l'Agenda 2063 de l'UA et ceux de l'Agenda 2030 des Nations Unies. Il a mis l'accent sur la nécessité de bâtir des infrastructures modernes (routes, ports, réseaux énergétiques) pour permettre une meilleure mobilité des biens et des services à travers le continent, tout en encourageant l'intégration économique régionale. L'initiative de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est ici un levier stratégique pour promouvoir un commerce intra-africain plus fluide et plus compétitif.

João Lourenço a aussi évoqué l'importance de l'éducation pour booster la productivité et la compétitivité du continent. Pour lui, une éducation de qualité est le fondement même d'un avenir prospère pour l'Afrique, permettant de renforcer les capacités humaines et de mieux intégrer les jeunes générations aux économies locales et mondiales. La vision d'un avenir partagé et dynamique se veut ainsi fondée sur des bases solides, associant innovation, durabilité et respect des aspirations africaines.

Paix et sécurité : l'autre pilier du leadership angolais

La paix et la sécurité sont également des enjeux majeurs du mandat de João Lourenço. Le président angolais a pris soin de rappeler, dans son discours inaugural, que la stabilité est une condition sine qua non pour atteindre les objectifs de développement durable. Dans le contexte actuel, marqué par des conflits persistants, notamment en République

Démocratique du Congo (RDC) et au Soudan, il apparaît crucial de mettre en place des mécanismes de prévention des conflits et de gestion des crises.

L'Angola, pays historiquement engagé dans des processus de paix, met son expérience au service de l'UA pour aider à résoudre ces crises. João Lourenço a insisté sur le rôle clé de l'UA en tant qu'acteur central dans la médiation et la résolution des conflits en Afrique. À travers

LE PRÉSIDENT ANGOLAIS A CLAIREMENT EXPRIME SON ENGAGEMENT À RÉALISER LES OBJECTIFS FIXÉS POUR L'AGENDA 2063 DE L'UA.

la mise en œuvre de solutions africaines aux problèmes africains, il entend renforcer l'efficacité de l'organisation panafricaine dans ses interventions.

En effet, l'expérience de l'Angola dans les processus de paix, que ce soit en Angola même ou dans d'autres régions comme la RDC ou le Soudan du Sud, donne à João Lourenço une légitimité particulière pour œuvrer dans ce domaine au sein de l'Union africaine. Le défi réside désormais dans la capacité de l'UA à concrétiser des engagements de paix qui souvent peinent à se traduire par des résultats tangibles sur le terrain.

Attentes populaires et contraintes géopolitiques

Si les objectifs sont clairs, la route pour atteindre ces ambitions reste semée d'embûches. D'un côté, le président angolais doit répondre aux

attentes fortes des citoyens africains, notamment les jeunes, qui aspirent à plus de justice sociale, de sécurité et de développement durable. Ces attentes sont d'autant plus pressantes que le continent africain fait face à un déséquilibre démographique, avec plus de 60 % de sa population âgée de moins de 25 ans.

De l'autre côté, les tensions géopolitiques qui secouent certaines régions du continent (comme l'Est de la RDC ou le Soudan) pèsent lourdement sur les efforts de gouvernance continentale. L'équilibre entre la défense des intérêts africains sur la scène mondiale et les partenariats stratégiques avec les puissances étrangères sera l'un des défis majeurs du mandat de Lourenço. Comment naviguer entre les pressions externes tout en préservant les intérêts souverains du continent ? Là réside l'une des clés du succès de son leadership.

Le pari d'un leadership utile

Le mandat de João Lourenço à la tête de l'Union africaine représente bien plus qu'un simple changement de présidence : il incarne une opportunité pour l'Afrique de se projeter dans un avenir nouveau, plus intégré, plus compétitif et plus pacifique. Toutefois, ce pari ambitieux devra tenir compte des défis internes et externes, tout en réussissant à transformer les promesses en actes concrets. Le mandat de Lourenço sera sans doute un test pour l'efficacité du modèle de présidence tournante de l'UA, mais également un test pour la volonté du continent à dépasser ses divisions internes et à s'unir autour de projets communs. L'Angola, à travers la présidence de Lourenço, a une occasion historique de marquer son empreinte dans l'histoire de l'Union africaine et de contribuer à l'édification d'une Afrique plus forte, plus intégrée et plus prospère. Le président angolais a les cartes en main pour transformer ce mandat en un catalyseur de développement pour toute la région.

Samirat Ntiaze, à Addis-Abeba

FRONTIÈRE MALI-ALGÉRIE

La dangereuse escalade



Le 1er avril, le ministère algérien de la Défense fait cas de la destruction par son armée, dans la nuit du 31 mars au 1er avril, d'un « drone de reconnaissance armé » à proximité de Tin Zaouatine, une ville algérienne située sur la frontière entre le Mali et l'Algérie. Le 6 avril, le Mali dénonce un acte d'agression: c'est le début de la crise entre deux voisins. Une crise aux conséquences

insoupçonnées...

L'Algérie et le Mali sont en crise. Une crise diplomatique qui pourrait virer à l'affrontement armé, tellement les tendances bellicistes sont exacerbées entre les deux pays. D'après l'Algérie un drone malien aurait pénétré son territoire sur une distance de deux kilomètres, violant ainsi l'espace aérien du pays.

Le 6 avril, Bamako accuse plutôt l'Al-

gérie d'avoir prémédité cette action « hostile ». Ajoutant que cet incident avait empêché une frappe que le drone s'apprêtait à effectuer contre des groupes armés « ayant revendiqué des actes terroristes ».

Pour le Mali, les choses sont désormais claires: l'Algérie « parraine le terrorisme international ».

D'accusations en accusations, cet incident à la frontière entre les deux pays

s'est transformée en crise diplomatique. En effet, le 6 avril, le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont rappelé leurs ambassadeurs à Alger. L'Algérie ne se fait pas prier pour en faire de même.

Alger et Bamako ont par ailleurs fermé leurs espaces aériens respectifs. Le Mali s'est enfin retiré du Comité d'état-major conjoint (Cemoc), un mécanisme de coopération militaire regroupant l'Algérie, le Mali, la Mauritanie et le Niger.

Les raisons profondes d'une brouille fraternelle...

Le Mali et l'Algérie, qui partagent 1 400 kilomètres de frontière, s'accusent. Le Mali le dit maintenant de façon, c'est l'Algérie qui parraine les groupes rebelles et terroristes qui écumant le Sahel malien. L'incident du drone a fini par convaincre Bamako

De son côté, l'Algérie pointe du doigt les lenteurs dans la mise en œuvre de l'accord d'Alger, notamment les points portant sur la gouvernance, le développement économique et l'intégration des anciens rebelles au sein de l'armée régulière.

Mais cet accord, dénoncé par Assimi Goïta et ses hommes, avait déjà fait l'objet d'une révision partielle quand le président IBK a fait remarqué qu'il profitait plus aux rebelles qu'à l'Etat.

C'est pourquoi les militaires ont fait de la reprise de la ville de Kidal un objectif national. Il fallait montrer que l'armée malienne n'agissait pas par manque de moyens et de volonté. Depuis lors, Alger qui héberge Alghabass Ag Intalla, membre influent du FLA, et souvent l'imam Mahmoud Dicko, considéré comme un opposant au pouvoir en place à Bamako n'a plus de bonnes relations avec le Mali.

Le Mali, en réponse, développe une coopération de tous les domaines avec le Maroc. Ce qui irrite au plus haut point le pouvoir algérien. Alger qui n'a pas digéré la première réunion de la Commission militaire mixte entre le Mali et le Maroc.

Risques et conséquences d'une escalade militaire...

C'est le scénario cauchemardesque, mais il est plausible: le Mali et l'Algérie



pourraient en arriver aux armes. Les risques sont énormes vu que les tensions diplomatiques semblent ne pas être dans une tendance baissière.

« La menace d'une escalade militaire

« La menace d'une escalade militaire entre Alger et Bamako ne doit pas être sous-estimée si les fortes tensions diplomatiques actuelles persistent... »

entre Alger et Bamako ne doit pas être sous-estimée si les fortes tensions diplomatiques actuelles persistent et conduisent à une rupture du dialogue entre les deux pays», a estimé en avril 2025, l'International Crisis Group.

L'organisation s'inquiète du fait de que « l'absence de mécanismes de coordination entre les deux pays accroît le risque d'incidents transfrontaliers. Cette situation peut conduire à des violations territoriales à la frontière ou à des frappes accidentelles touchant des civils ou des militaires qui circulent dans ces régions ».

Au plan militaire, l'affrontement pourrait faire des dégâts énormes car il s'agit de la 2e puissance militaire et une armée en reconstruction. L'Algérie occupe, en effet, le 26e rang mondial et est deuxième sur le continent africain. L'armée algérienne est composée de 130 000 hommes actifs, 135 000 réservistes et 200 000 paramilitaires. Il faut tout faire pour éviter la guerre...

Valéry FOUNGBE

CÔTE D'IVOIRE / EXCLUSION DES CANDIDATS GBAGBO, THIAM, BLÉ GOUDÉ, SORO

Un pays au bord de l'implosion ?



La Côte d'Ivoire va connaître une élection présidentielle dans six mois. Ce sera l'occasion d'une alternance à la tête de l'Etat ou la pérennisation du pouvoir d'Alassane Dramane Ouattara. Cependant, tous les indicateurs politiques actuels présagent d'une possible déflagration. Comme en 1990, 1995, 2000, 2010 et 2020...

C'est, pour certains observateurs, la goutte d'eau qui pourrait faire déborder le vase: Tidjane Thiam,

candidat déclaré du PDCI, principal parti d'opposition à Alassane Ouattara, est dans le viseur de la justice ivoirienne. Le banquier, ancien ministre sous Bédié et petit-fils du premier président ivoirien Houphouët-Boigny, pourrait ne pas participer à l'élection présidentielle. La justice ivoirienne qui a ordonné sa radiation de la liste électorale, au motif qu'il n'était pas exclusivement ivoirien lors de son inscription. Ce que Thiam et ses avocats contestent avec vigueur. « Je n'accepterai pas

cette radiation », a déclaré Thiam qui dit vouloir se battre avec détermination pour participer à la présidentielle d'octobre 2025.

La probable élimination de Thiam n'est pas sans risques. Elle intervient dans un contexte où Laurent Gbagbo, Blé Goudé et Guillaume Soro sont déjà radiés de la liste électorale. Ces derniers aussi n'entendent pas se laisser faire. Thiam est en France craignant pour sa sécurité. Mais de cette position, il donne de la voix.

Blé Goudé a déclaré vouloir se battre jusqu'au bout pour être sur la liste électorale. Laurent Gbagbo vient de lancer le mouvement « Trop c'est trop » contre les radiations d'opposants. Le 30 avril, dans un discours depuis son lieu d'exil, Guillaume Soro a déclaré: « je n'accepterai jamais cette exclusion tant que je vivrai ». Nous avons choisi la résistance devant l'arbitraire, a continué Soro. Qui fustige le comportement de Ouattara « promoteur acharné de l'exclusion politique », alors qu'il a bâti sa carrière politique sur le thème de l'exclusion.

Du côté du régime Ouattara, le ton n'est pas à l'apaisement. La volonté d'en découdre est assumée. Cissé Baongo, Secrétaire exécutif du RHDP, parti présidentiel a dit dans le journal pro-gouvernemental que « Le RHDP veut la paix, mais le RHDP n'a pas peur de la rue. Je le dis autrement : le RHDP n'a pas peur de la rue ». Face à l'opposition qui veut manifester bientôt contre l'exclusion, M. Baongo menace: « Qu'ils fassent ce qu'ils peuvent, et on va voir. Qu'ils fassent ce qu'on n'a jamais vu, et on va voir. Là où ils dorment, nous, on dort derrière. » Toutes les pièces s'assemblent pour un remake des années électorales sanglantes et personne ne semble prendre conscience.

Tensions politiques, risques économiques...

L'économie ivoirienne est-elle préparée à encaisser le choc d'une autre crise électorale destructrice après celle de 2010 ? C'est ce qui préoccupe les investisseurs et économistes

Alors que l'activité économique a été « vigoureuse » en 2023, selon le rapport pays de la Banque Africaine de Développement, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel estimée à 6,5 %, ce qui est supérieur aux 6,2 % de 2022, le pays fait des efforts.

Des efforts cornaqués par l'investissement (public et privé), la consommation du côté de la demande, et les secteurs secondaire et tertiaire, du



côté de l'offre, affirment les experts. Ajoutant que les perspectives économiques sont favorables, avec un taux de croissance du PIB réel estimée à « 7 % en moyenne, sur la période 2024-2025, portée par une demande intérieure soutenue, ainsi que par tous les secteurs du côté de l'offre ».

Cependant comme le note le rapport, malgré ces bonnes performances économiques, la Côte d'Ivoire reste sous la menace des tribulations de l'économie mondiale. En interne, le rapport note que le déficit du compte des opérations courantes s'est creusé, son taux pas-

sant de 7,7 % du PIB en 2022 à 8,2 % en 2023, imputable aux déficits des services et des revenus.

Par ailleurs, le taux de pauvreté a reculé de 39,4 % en 2018 à 37,5 % en 2021, néanmoins il reste élevé. Ce pays perd aussi, selon la Haute Autorité de la Bonne Gouvernance, 1400 milliards de FCFA par an, du fait de la corruption.

Lors de sa conférence risque-pays le 16 avril 2025, M. Stanislas Zézé, PDG de Bloomfield Investment Corporation, prévenait sur les risques d'une situation politique tendue. « Les investisseurs se posent trois questions essentielles quand ils veulent investir à savoir : Quelle est l'opportunité d'investir ? Quel est le retour sur investissement ? Quel est le risque qu'on prend de perdre son capital ? L'environnement sociopolitique va être la base de l'attractivité d'un pays ».

Il appartient à la classe politique ivoirienne de mesurer les conséquences d'une tension quinquennale sur l'économie et surtout la vie des Ivoiriens pour prendre la décision d'une confrontation.

Valéry FOUNGBE

L'économie ivoirienne est-elle préparée à encaisser le choc d'une autre crise électorale destructrice après celle de 2010 ?



S.E. WAMKELE KEABETSWE MENE,
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE LA ZLECAF

« Le succès de la ZLECAf repose sur l'efficacité des réseaux de transport, des plateformes de commerce numérique et la modernisation des douanes... »

Monsieur le Secrétaire général de la ZLECAf, quels sont les principaux défis que la ZLECAf a rencontrés depuis le début de sa phase opérationnelle, en particulier en ce qui concerne l'harmonisation des politiques commerciales entre les États membres ?

Depuis le lancement de la phase opérationnelle de la ZLECAf, l'un des défis majeurs a été l'harmonisation des politiques commerciales entre les États membres. L'Afrique est un continent d'une grande diversité, avec 54 pays aux niveaux de développement économique variés, dotés de cadres réglementaires différents et de priorités commerciales distinctes. L'alignement de ces politiques nécessite une coordination poussée, des négociations approfondies et un renforcement des capacités.

Un autre obstacle important est la lente mise en œuvre des réductions tarifaires et des règles d'origine, éléments essentiels pour garantir la libre circulation des marchandises. Certains pays ont adopté une attitude prudente face à ces mesures, craignant des pertes de revenus et des impacts négatifs sur leurs industries locales.

Les infrastructures et la facilitation des échanges représentent également des défis majeurs. Le succès de la ZLECAf repose sur l'efficacité des réseaux

de transport, des plateformes de commerce numérique et la modernisation des douanes afin de réduire les obstacles au commerce intra-africain. Par ailleurs, les incertitudes géopolitiques et économiques mondiales - telles que les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les pressions inflationnistes - ont également affecté les flux commerciaux.

Malgré ces défis, des progrès constants sont enregistrés. Plus de 90 % des lignes tarifaires ont été convenues, et des initiatives comme l'Initiative du commerce guidé permettent déjà des échanges transfrontaliers concrets. À l'avenir, notre priorité est d'accélérer la mise en œuvre, de renforcer l'implication du secteur privé et de veiller à ce que la ZLECAf apporte des bénéfices tangibles à tous les Africains.

Quelles mesures sont envisagées pour améliorer les infrastructures de transport et de logistique afin de faciliter le commerce intra-africain ?

L'amélioration des infrastructures de transport et de logistique est au cœur du succès de la ZLECAf, car une connectivité efficace a un impact direct sur les flux commerciaux et la compétitivité. Une

des priorités majeures est de favoriser la collaboration entre les gouvernements, les institutions financières de développement et le secteur privé afin de mobiliser des investissements dans les routes, les chemins de fer, les ports et le transport aérien. La modernisation des procédures douanières et l'adoption d'outils numériques de facilitation des échanges sont également essentielles pour réduire les goulets d'étranglement aux frontières et garantir une circulation fluide des marchandises.

Un réseau logistique bien intégré repose sur l'harmonisation des réglementations et des politiques, de manière à soutenir des chaînes d'approvisionnement efficaces. En tirant parti des technologies, nous pouvons améliorer les processus de commerce transfrontalier grâce aux plateformes de commerce électronique, au dédouanement électronique et aux systèmes de suivi en temps réel. Le renforcement des corridors régionaux et des réseaux de transport contribuera non seulement à réduire les coûts, mais aussi à créer de nouvelles opportunités économiques pour les entreprises à travers le continent.

La promotion des partenariats public-privé est essentielle pour accélérer le développement des infrastructures, car les gouvernements ne peuvent à eux seuls combler les lacunes existantes. Libérer le potentiel de la ZLECAf signifie également s'attaquer aux inefficacités des services de transport, encourager la concurrence et assurer la durabilité logistique. En relevant ces défis avec une vision à long terme, nous posons les bases d'un marché africain plus compétitif, résilient et interconnecté.

Quels mécanismes sont mis en place pour protéger les économies les plus fragiles contre les effets potentiellement négatifs de la libéralisation commerciale ?

La ZLECAf reconnaît les niveaux de développement économique disparates entre les États membres et a intégré des mécanismes de protection visant à garantir que les économies les plus fragiles puissent tirer profit de la libéralisation commerciale sans subir de risques disproportionnés. Une approche clé



consiste en une mise en œuvre progressive des réductions tarifaires, offrant aux économies vulnérables davantage de temps pour s'adapter et développer des industries compétitives.

Le Fonds d'ajustement de la ZLECAf, soutenu par des institutions financières telles qu'Afreximbank, offre des compensations pour les pertes de revenus à court terme et aide au financement des réformes structurelles. Des dispositions de traitement spécial et différencié offrent une plus grande flexibilité aux pays les moins avancés, leur garantissant un espace politique suffisant pour renforcer leurs capacités productives. Des initiatives de renforcement des capacités sont également en cours, axées sur l'amélioration des infrastructures, la facilitation du commerce et le développement industriel afin d'accroître la compétitivité. En outre, le développement progressif des chaînes de valeur régionales favorise une participation équitable au commerce, évitant que les petites économies ne soient marginalisées.

En promouvant une croissance inclusive et en mettant l'accent sur la résilience économique à long terme, la ZLECAf vise à créer un environnement commercial équilibré où tous les États membres, quelle que soit leur taille économique, peuvent prospérer au sein d'un marché continental intégré.

Dans une autre perspective, comment la ZLECAf prévoit-elle de promouvoir l'industrialisation et la transformation locale des matières premières pour accroître la valeur ajoutée des produits africains ?

La ZLECAf s'engage à transformer le paysage économique africain en favorisant l'industrialisation et la transformation locale des matières premières. Historiquement, le continent a principalement exporté des matières premières tout en important des produits finis, limitant ainsi la création de valeur ajoutée et la diversification économique. Pour remédier à cette situation, la ZLECAf met en place un environnement propice au développement des

industries locales, en mettant l'accent sur la construction de chaînes de valeur régionales intégrant plusieurs pays africains dans le processus de production. En réduisant les barrières commerciales et en favorisant les économies d'échelle, l'accord renforce la compétitivité des industries africaines, rendant plus attractifs les investissements dans la fabrication et l'agro-transformation. Des initiatives telles que la Stratégie automobile de la ZLECAf et l'Initiative pharmaceutique illustrent la volonté de développer des secteurs industriels fondés sur des chaînes d'approvisionnement intra-africaines, afin de favoriser l'autosuffisance et de réduire la dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs. L'accord accorde également la priorité au développement des infrastructures, à l'accès au financement et au transfert de technologies — des leviers essentiels pour l'expansion industrielle. Le renforcement des capacités des petites et moyennes entreprises (PME) constitue un autre pilier de cette stratégie, afin de garantir que les producteurs locaux puissent participer activement

LE SOUTIEN AUX PME CONSTITUE UNE PRIORITÉ ESSENTIELLE DANS LE CADRE DE LA ZLECAF CAR ELLES RÉPRÉSENTENT LA COLONNE VERTÉBRALE DES ÉCONOMIES AFRICAINES...

au marché continental. À mesure que la demande mondiale évolue vers des produits durables et issus de chaînes éthiques, l'Afrique se positionne comme un centre de production à valeur ajoutée, s'appuyant sur ses ressources et sa main-d'œuvre qualifiée pour créer des emplois, stimuler l'innovation et bâtir une économie industrielle inclusive et résiliente.

Pour revenir aux initiatives, avez-vous prévu un soutien spécifique aux petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre de la ZLECAf ?

Le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) constitue une priorité essentielle dans le cadre de la ZLECAf, car elles représentent la colonne vertébrale des économies africaines, en jouant un rôle moteur dans l'emploi, l'innovation et l'industrialisation. Conscients des défis que rencontrent les PME — tels que l'accès limité au financement, la complexité des réglementations ou encore le manque d'informations sur les marchés — nous œuvrons à la création d'un écosystème favorable à leur épanouissement sur le marché continental.

L'une des principales stratégies consiste à améliorer l'accès aux infrastructures liées au commerce, aux plateformes numériques et aux instruments financiers facilitant les transactions transfrontalières. En renforçant les systèmes de paiement et en réduisant les obstacles au commerce, nous visons à abaisser les coûts de transaction et à simplifier les démarches pour les PME souhaitant étendre leurs activités au-delà de leurs frontières nationales. Parallèlement, des initiatives de renforcement des capacités sont déployées pour aider les entrepreneurs à mieux comprendre les règles commerciales, améliorer la compétitivité de leurs produits et répondre aux normes exigées tant au niveau intra-africain qu'international.

La collaboration avec les institutions financières est également cruciale pour combler le déficit de financement et permettre aux PME de tirer pleinement parti des opportunités offertes par la ZLECAf. Nous travaillons avec des banques de développement et des acteurs du secteur privé pour concevoir des mécanismes de financement innovants, adaptés à leurs besoins. En outre, des politiques sont en cours d'ajustement pour encourager la création de valeur ajoutée et l'industrialisation, de manière à faire évoluer les PME au-delà de l'exportation de matières premières vers des produits transformés à forte valeur.



En créant un environnement commercial plus inclusif, la ZLECAf entend faire des PME des acteurs clés de la transformation économique du continent.

Comment la ZLECAf répond-elle aux préoccupations liées à l'intensification de la concurrence entre entreprises africaines après la suppression des barrières tarifaires ?

La ZLECAf prend pleinement en compte les préoccupations relatives à l'intensification de la concurrence, notamment pour les petites et moyennes entreprises (PME), à la suite de la levée des barrières tarifaires. Toutefois, l'accord ne se limite pas à la libéralisation des marchés ; il vise également à renforcer les capacités productives et à accroître la résilience des économies locales. Des mécanismes d'appui sont prévus, tels que des politiques d'industrialisation, des investissements dans les infrastructures et des initiatives de développement des chaînes de valeur régionales, afin de permettre aux entreprises africaines de tirer pleinement parti de ce marché intégré.

Le commerce intra-africain repose sur la création d'opportunités, et non sur une concurrence destructrice. En favorisant les échanges, la ZLECAf stimule la spécialisation et la diversification économique, permettant aux entreprises de s'intégrer à des réseaux de production plus vastes et de bénéficier des économies d'échelle. Des mesures de sauvegarde sont également prévues pour protéger les secteurs vulnérables contre une concurrence déloyale. L'objectif est de bâtir un marché à la fois compétitif et inclusif, dans lequel les entreprises africaines, en renforçant leur compétitivité, deviennent plus résilientes face aux défis du commerce mondial.

Quelles stratégies sont mises en œuvre pour assurer la participation équitable des femmes et des jeunes aux opportunités économiques offertes par la ZLECAf ?

Assurer la participation équitable des femmes et des jeunes constitue une priorité dans le cadre de la ZLECAf, leur



inclusion étant essentielle à la transformation économique du continent. De nombreuses entreprises dirigées par des femmes ou de jeunes entrepreneurs évoluent dans le secteur informel et sont confrontées à des obstacles structurels, tels qu'un accès limité au financement, aux marchés, et aux opportunités de renforcement de capacités. Répondre à ces défis exige une approche globale combinant politiques commerciales inclusives, instruments financiers ciblés et initiatives de développement des compétences.

Le Secrétariat de la ZLECAf travaille à la création d'un environnement réglementaire favorable à leur inclusion, en réduisant les barrières commerciales et en facilitant l'accès aux marchés régionaux et mondiaux. Le Protocole sur les femmes et les jeunes dans le commerce, récemment lancé, vise à institutionnaliser des mécanismes de soutien spécifiques, afin que ces groupes bénéficient pleinement des accords commerciaux préférentiels et des opportunités d'investissement. Par ailleurs, des partenariats avec des institutions financières favorisent la mise en place de solutions

de financement innovantes, adaptées aux petites entreprises, notamment celles dirigées par des femmes et des jeunes.

La technologie et le commerce numérique jouent également un rôle central dans cette dynamique, en offrant une plateforme efficace pour que femmes et jeunes puissent développer leurs activités au-delà des marchés locaux. En renforçant l'éducation, la formation professionnelle et la littératie numérique, nous leur donnons les moyens de prospérer dans un marché africain de plus en plus compétitif et intégré.

Comment la ZLECAf collabore-t-elle avec les Communautés Économiques Régionales (CER) pour harmoniser les politiques et éviter les redondances ?

La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) collabore étroitement avec les Communautés Économiques Régionales (CER) afin d'harmoniser les politiques commerciales et d'éviter les chevauchements. Cette collaboration repose sur la reconnaissance du rôle essentiel que jouent

les CER dans l'intégration économique régionale. En alignant les initiatives de la ZLECAf avec les stratégies et structures déjà en place au sein des CER, nous favorisons une approche cohérente et complémentaire. Cette synergie renforce les capacités commerciales, permet l'élimination progressive des barrières tarifaires et non tarifaires, et soutient une intégration régionale plus efficace. Ainsi, la ZLECAf et les CER travaillent ensemble à l'établissement d'un environnement commercial harmonisé, maximisant les bénéfices pour l'ensemble des États membres.

Comment la ZLECAf s'adapte-t-elle aux crises mondiales, comme la pandémie de COVID-19, qui impactent le commerce africain ?

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière la vulnérabilité de nos économies, en raison de chaînes d'approvisionnement mondiales fragiles. En réponse, la ZLECAf a renforcé son rôle en tant que levier de résilience économique. En favorisant une intégration régionale plus poussée, elle vise à réduire notre dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs et à stimuler le commerce intra-africain. Des initiatives

A MOYEN TERME, L'OBJECTIF DE LA ZLECAf EST DE TRIPLER LE COMMERCE INTRA-AFRICAIN D'ICI 2030, EN ÉLIMINANT PROGRESSIVEMENT LES DROITS DE DOUANES SUR 90 POUR CENT DES PRODUITS.

conjointes avec des partenaires comme le PNUD ont été lancées pour utiliser le commerce comme moteur de la reprise socio-économique, avec une attention particulière accordée aux femmes et aux jeunes.

Par ailleurs, des études indiquent que la ZLECAf pourrait atténuer les impacts économiques de la pandémie, notamment en Afrique du Nord et en Afrique australe, en limitant la baisse des exportations régionales. Face aux crises mondiales, la ZLECAf s'adapte ainsi

en renforçant l'intégration économique du continent, en soutenant les secteurs vulnérables et en promouvant des politiques commerciales harmonisées propices à la croissance et à la résilience.

Quels sont les objectifs à court et moyen terme de la ZLECAf pour accroître le commerce intra-africain, et quel est le calendrier prévu ?

Depuis son lancement, la ZLECAf s'est donné pour mission d'accroître le commerce intra-africain en supprimant les obstacles et en multipliant les opportunités commerciales sur l'ensemble du continent. À court terme, les efforts se concentrent sur la finalisation des listes de concessions tarifaires et des engagements en matière de services, des éléments clés pour permettre aux États membres de bénéficier pleinement des accords préférentiels. Par ailleurs, des initiatives comme le Guided Trade Initiative ont été mises en œuvre pour tester les procédures commerciales et renforcer la confiance entre les acteurs économiques.

À moyen terme, l'objectif de la ZLECAf est de tripler le commerce intra-africain d'ici 2030, en éliminant progressivement les droits de douane sur 90 % des produits. Cette libéralisation devrait accroître la compétitivité des économies africaines, stimuler le développement industriel et créer un marché unique pour les biens et services. Selon les projections, une telle intégration pourrait augmenter le commerce intra-africain de 53 % et générer des millions d'emplois, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration du bien-être sur le continent.

Ces objectifs ambitieux reposent sur des efforts continus en matière d'harmonisation des politiques commerciales, d'amélioration des infrastructures et de coopération entre les secteurs public et privé. Leur réalisation renforcera non seulement l'intégration économique de l'Afrique, mais aussi sa position sur la scène commerciale mondiale.

Entretien avec Sylvestre Tetchiada



AVENIR DES CHAMBRES DE COMMERCE

S'engager dans la transformation et soutenir la ZLECAF



Sous la direction dynamique de la Chambre panafricaine de commerce et d'industrie (PACCI), des représentants de dix chambres de commerce nationales - représentants des chambres de commerce, des conseils d'affaires, des organisations de soutien aux entreprises et d'autres parties prenantes d'Éthiopie, du Ghana, du Nigéria, du Rwanda, de Tanzanie, du Kenya, du Botswana, du Zimbabwe, de Zambie et de la République du Congo, nous sommes réunis pour répondre aux besoins évolutifs de nos membres et du monde des affaires africain au sens large - se sont réunis à Dar es-Salaam, en Tanzanie, pour définir une vision renouvelée du rôle des chambres de commerce dans un paysage commercial en rapide mutation. La réunion a souligné l'urgence pour

les chambres de commerce de passer de structures traditionnelles à des institutions agiles et modernes, capables de répondre rapidement aux demandes changeantes de leurs membres. Alors que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) crée des opportunités sans précédent en matière de commerce, d'investissement et d'intégration sur tout le continent, les chambres de commerce doivent repenser leur soutien aux entreprises et favoriser une croissance économique durable.

La transformation du fonctionnement interne des chambres est essentielle. En adoptant les outils numériques, en simplifiant les flux de travail et en exploitant les données en temps réel, les chambres peuvent mieux servir leurs membres en leur fournissant des informations actualisées, un accompagne-

ment personnalisé et un meilleur accès aux opportunités. Des processus plus efficaces et technologiques permettent également aux chambres de commerce de réduire les obstacles bureaucratiques et d'accroître leur réactivité, notamment pour les petites et moyennes entreprises (PME) qui cherchent à conquérir de nouveaux marchés.

Au-delà des changements internes, les chambres de commerce doivent renforcer leur rôle de plaidoyer. Cela implique de collaborer plus activement avec les gouvernements et les organismes régionaux afin d'élaborer des politiques favorisant la compétitivité des entreprises, la facilitation des échanges et un accès équitable aux marchés dans le cadre de la ZLECAF. Une chambre moderne est une chambre qui écoute ses membres, synthétise leurs besoins et les défend avec clarté et conviction aux niveaux



national et continental.

Parallèlement, la transformation des chambres de commerce exige de mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités. Les membres, en particulier les entreprises dirigées par des jeunes et les femmes entrepreneures, ont besoin de soutien pour comprendre et s'engager dans les processus de la ZLECAF. Les chambres de commerce doivent mener des actions de formation aux procédures commerciales transfrontalières, au marketing numérique, à la préparation à l'exportation et à la formalisation des entreprises – des domaines clés pour réussir dans une économie africaine de plus en plus intégrée.

En soutenant la mise en œuvre efficace de la ZLECAF, les chambres de commerce sont bien placées pour combler le fossé entre politique et pratique. Leur connaissance des environnements commerciaux locaux, associée à des réseaux continentaux, leur permet de connecter les entreprises au-delà des frontières, d'identifier les opportunités commerciales et d'investissement, et de réduire les obstacles à la participation aux chaînes de valeur régionales. Ce rôle est essentiel pour faire de la ZLECAF une réalité concrète pour les entrepreneurs africains sur le terrain.

Appel à l'action collective et au leadership

Les participants à la réunion ont souligné la nécessité d'une action stratégique unifiée sous la direction de la PACCI. Les chambres doivent collaborer pour créer des plates-formes communes de plaidoyer, partager leurs ressources et leurs connaissances, et relever ensemble les défis liés aux infrastructures, à l'accès au financement et à l'intégration des marchés. Un front uni garantit que la voix collective des entreprises africaines est entendue et que les avantages de la ZLECAF sont partagés équitablement entre tous les États membres.

En outre, les chambres doivent favoriser un sentiment de solidarité qui va au-delà de l'aspect économique. La ZLECAF

représente une opportunité non seulement pour la croissance des entreprises, mais aussi pour une cohésion régionale plus forte et un soutien mutuel. En investissant dans la jeunesse, en autonomisant les femmes et en instaurant la confiance au-delà des frontières, les chambres peuvent contribuer à façonner une Afrique plus inclusive et plus résiliente. Cette réunion de haut niveau a clairement démontré que les chambres de commerce ne sont plus de simples prestataires de services : elles sont des acteurs clés de la transformation de l'Afrique. La voie à suivre exige courage, collaboration et innovation. Alors que l'Afrique accélère son intégration économique grâce à la ZLECAF, les chambres doivent être les artisans de ce changement : à l'écoute de leurs membres, alignées sur les objectifs régionaux et engagées en faveur d'une croissance inclusive. En jouant un rôle moteur dans le renforcement des capacités, le plaidoyer et la coopération régionale, les chambres peuvent contribuer à libérer le plein potentiel du secteur privé africain et garantir que les entreprises, quelle que soit leur taille ou leur localisation géographique, participent à la renaissance économique du continent.

Samirat Ntiazé, Envoyée Spéciale à Dar es Salam

Les participants à la réunion ont souligné la nécessité d'une action stratégique unifiée sous la direction de la PACCI.

Cinq candidats à la conquête de la présidence de la BAD



Le 24 février 2025, le comité de pilotage du conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement (BAD) sur l'élection qui se tiendra le 29 mai 2025 à Abidjan, a publié la liste officielle des candidats retenues pour la course à la présidence de cette institution financière panafricaine.

Ce sont le Mauritanien Tah Sidi Ould, le Sénégalais Amadou Hott, le Zambien Maimbo Samuel Munzele, le Tchadien Tolli Abbas Mahamat et la Sud-africaine Tshabalala Bajabulile Swazi.

Tshabalala Bajabulile Swazi : intégrité, résilience et leadership

La seule femme de cette liste de candidatures est la Sud-africaine Tshabalala Bajabulile Swazi. Les

observateurs l'évoquent comme « une dame qui incarne une trajectoire exceptionnelle de résilience, de leadership et d'engagement envers le développement de son continent ». En effet, la trajectoire de cette ancienne vice-présidente de la BAD traduit une véritable illustration du pouvoir transformateur de l'expertise, de la vision et de l'intégrité dans le monde complexe des institutions financières internationales. Elle a forgé son parcours professionnel en obtenant des diplômes en économie et en gestion, des qualifications qui ont servi de tremplin pour sa carrière d'exception. Tshabalala Bajabulile Swazi a étudié dans des institutions prestigieuses, affinant sa compréhension des systèmes financiers mondiaux et des enjeux du développement économique. A la BAD, elle a contribué

à la définition des politiques de financement des projets de développement sur le continent africain, mais aussi œuvré sans relâche pour renforcer la coopération entre les nations africaines et les institutions internationales.

L'on lui reconnaît également la prise d'initiatives destinées à stimuler les investissements dans des secteurs clés comme l'infrastructure, l'agriculture, et l'énergie. Ces projets ont eu un impact direct sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie dans de nombreux pays.

Tah Sidi Ould veut développer le lien avec la finance islamique en Afrique

Actuel président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) depuis 2015,

Tah Sidi Ould, est un visage bien connu dans les arcanes de l'écosystème financier du continent. Il a insufflé un nouveau dynamisme au sein de cette institution, devenue un acteur majeur du financement des économies de la région. Cet ancien ministre mauritanien en charge de l'Économie, est diplômé de l'Université de Nice-Sophia-Antipolis en sciences économiques. Il a fait ses armes à la Banque mauritanienne pour le développement et le commerce, avant d'occuper des fonctions stratégiques à la municipalité de Nouakchott et au Port autonome de la capitale. Son ascension se poursuit à la Banque islamique de développement (BID) en Arabie saoudite, avant son retour en Mauritanie où il enchaîne les postes de haut niveau au sein du gouvernement.

Sidi Ould Tah apparaît comme un candidat de poids pour la course à la présidence de la première institution de développement du continent.

Amadou Hott pour le développement moderne et inclusif de l'Afrique

Le candidat sénégalais est une figure éminente du paysage économique de son pays où il a occupé les fonctions de ministre en charge de l'Économie, du Plan et de la Coopération. Ses collaborateurs voient en lui « l'incarnation d'un pragmatisme stratégique doublé d'une vision de développement moderne et inclusive pour l'Afrique ». Ce diplômé de l'École nationale supérieure des mines de Paris et de l'Institut d'Administration des Entreprises (IAE) a débuté sa carrière dans le secteur privé en tant que consultant, avant de rejoindre les institutions internationales. Ici, il a accumulé une riche expérience dans les domaines de la finance, du développement et de la gestion de projets. Très tôt, son engagement envers le continent africain l'a poussé à œuvrer pour une meilleure intégration de ses nations dans l'économie mondiale. Sous sa direction, le Sénégal a intensifié ses efforts en matière de mobilisation des investissements et de la coopération internationale. En tant que ministre, Amadou Hott a été l'architecte de nombreuses réformes ambitieuses visant à moderniser les infrastructures et à diversifier l'économie sénégalaise, en particulier dans les secteurs de l'énergie, des transports et du numérique.

Maimbo Samuel Munzel, le spécialiste des politiques monétaires et fiscales

Cet économiste zambien de renom, spécialiste du développement, et expert en politiques publiques, incarne une génération d'Africains visionnaires engagés dans l'édification d'un continent plus solidaire et

monétaires et fiscales sur la croissance des pays en développement. Son expertise dépasse les frontières de la Zambie, et ses publications sont devenues des références dans les cercles des institutions internationales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Il est reconnu pour sa capacité à analyser les défis macroéconomiques tout en s'intéressant aux particularités locales et aux solutions adaptées au contexte africain.

Tolli Abbas Mahamat, le gestionnaire collégial venu de la CEMAC

Le Tchadien Abbas Mahamat Tolli s'est forgé une réputation de technocrate rigoureux et de fin négociateur au sein des arcanes de l'État tchadien. Ancien ministre en charge de l'Économie et du Budget, il a traversé des moments de turbulence tout en mettant en œuvre des réformes destinées à moderniser la gestion des finances publiques de son pays. Diplômé en économie et de l'École nationale d'administration (ENA) de son pays, il a été gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) de 2017 à 2024. À ce poste, il s'est distingué par sa capacité à gérer les tensions inhérentes à une économie dépendante des fluctuations des prix du pétrole, principal moteur de la croissance du pays. Au-delà des considérations économiques immédiates, il s'attache à promouvoir la bonne gouvernance et la transparence, bien que les obstacles politiques et les tensions internes aient souvent freiné ses réformes ambitieuses. Outre ses compétences techniques, Abbas Mahamat Tolli est reconnu pour son style de gestion collégial.

Bernard Bangda

Les candidats qui s'affrontent sont le Mauritanien Sidi Ould Tah, le Sénégalais Amadou Hott, le Zambien Samuel Munzel, la Sud-africaine Swazi Tchabalala et le Tchadien Tolli Mahamat

prospère. À travers ses recherches, ses interventions publiques et son rôle dans la promotion de l'intégration économique africaine, il se positionne comme « un acteur essentiel dans la quête de solutions aux défis complexes qui façonnent l'Afrique contemporaine ».

Diplômé d'un doctorat en économie et développement international à l'Université de Warwick, l'une des institutions les plus prestigieuses du Royaume-Uni, Dr. Munzele, vice-président de la Banque mondiale, a contribué à de nombreuses recherches sur les dynamiques économiques de l'Afrique, en particulier sur l'impact des politiques

PRÉSIDENTE DE LA BAD

Au-delà de l'élection, les enjeux majeurs pour le continent

Après avoir passé 10 années à la présidence de la Banque africaine de développement (BAD), le Nigérian Akinwumi Adesina va passer la main au terme de l'élection de son successeur le 29 mai 2025 à Abidjan. Occasion pour cette institution majeure du financement de l'Afrique de se renouveler et de se donner une nouvelle impulsion stratégique.

Pendant 10 ans, sous le magistère de l'ancien ministre nigérian de l'Agriculture, la BAD a non seulement joué un rôle important dans la création d'infrastructures en Afrique, mais aussi s'est plus porté vers le volet agricole jusque-là très peu présent dans les priorités de la banque. Au moment où un nouveau président s'apprête à prendre les rênes de cette institution, l'on suppose que le promu devra se pencher sur l'accélération pour le continent dont le Produit intérieur brut (PIB) a fortement progressé dans nombre de pays. Cette élection se tient dans un contexte où 60% de la décision revient aux pays africains actionnaires de la BAD et 40% aux bailleurs de fonds internationaux au rang desquels on retrouve les États-Unis qui représentent 6,5 %, le Japon qui possède 5 % des droits de vote, l'Allemagne qui a 4,1 % de l'actionnariat, la France n'étant pas dans les 10 premiers actionnaires de référence avec seulement 3,7% des droits de vote. Côté Africain, le Nigeria pèse très fortement avec presque 8,6 % des voix derrière l'Égypte 6,5 % et l'Algérie qui pèse environ 5 % tout comme l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire représentant, elle, 3,8 %. Ce poids électoral du Nigeria a fortement influencé la réélection du président en fin de mandat en 2020 malgré des accusations de népotisme et une enquête à propos.

La succession d'Akinwumi Adesina s'annonce rude. Elle classe les candidats



dans deux camps. Il y a d'abord ceux qui, comme Amadou Hott, l'ex-ministre sénégalais et le Zambien Samuel Munzele Maimbo qui est vice-Président de la BAD en charge du budget, s'inscrivent dans la continuité de l'action du Nigérian, et d'autres, partisans d'une rupture totale avec le passé, comme le Tchadien Mahamat Abbas Tolli, très soutenu par les pays de la Commission économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). Entre ces deux camps, l'on retrouve le Mauritanien Sidi Ould Tah, actuel président de la Banque arabe pour le développement de l'Afrique (BADEA), qui pourrait faire la différence dans un contexte où aucune candidature des pays d'Afrique du Nord n'a été annoncée ni retenue, alors qu'ils représentent plus de 20% des droits de vote. Le Mauritanien bénéficie du soutien du président de la Côte d'Ivoire Alassane Ouattara, un atout fort pour sa candidature.

Alors que se profile un nouveau top management, la BAD, outil unique sur le

continent africain, souffre d'un manque de financement notoire. C'est la seule institution cotée triple A sur le continent, ce qui lui donne des accès à des financements à des taux très bas. Environ 2%, alors que les taux dans les banques africaines sont constatés entre 8 et 14%.

Au rang des récriminations faites à cette institution financière panafricaine figure « sa lenteur et la bureaucratie excessive qui nuisent aux projets et qui découragent certains états tant les obstacles pour monter des projets sont nombreux », déclare un analyste financier très au fait des procédures de la BAD. A titre d'illustration, notre interlocuteur révèle qu'« il faut cinq ans pour avoir des décisions sur un projet ». D'où l'urgence, selon un habitué de ces projets, « d'accélérer la banque qui devra profondément se réformer et passer en mode agile pour correspondre aux besoins des pays qui évoluent sans cesse ».

Bernard Bangda

SAMARI SADIK PUBLIE

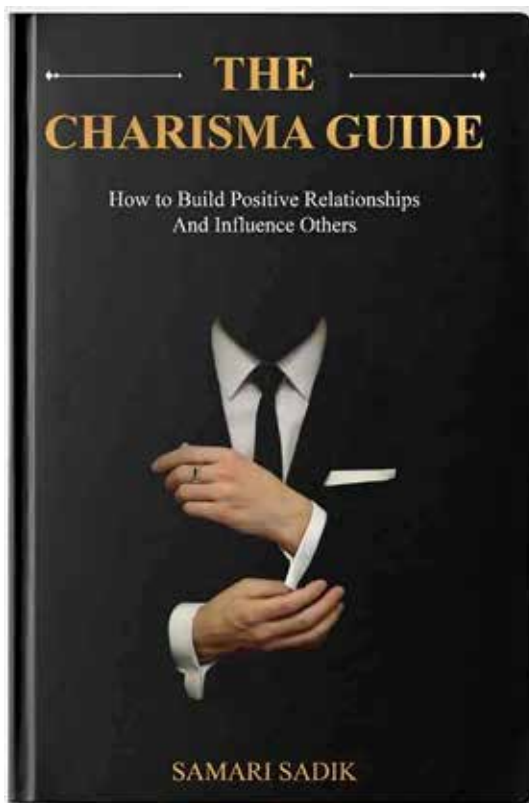
«Le Guide du Charisme», un ouvrage sur l'influence et l'art des relations humaines

L'écrivain marocain Samari Sadik vient d'enrichir les rayons des librairies avec son tout dernier ouvrage intitulé *Le Guide du Charisme*, une réflexion approfondie sur l'art de bâtir des relations positives et d'exercer une influence durable dans un monde en perpétuelle mutation.

Publié le 22 février 2025, ce livre de 204 pages, divisé en quatre grandes parties, explore avec finesse et pédagogie les ressorts du charisme personnel. À travers un style accessible mais rigoureux, l'auteur mêle références littéraires, analyses linguistiques, et observations sociétales pour offrir au lecteur une immersion dans les enjeux contemporains des relations humaines, que ce soit dans le contexte marocain, africain, ou plus largement mondial.

L'un des passages les plus marquants se trouve aux pages 9 et 10, où Samari Sadik illustre magistralement son propos à travers un épisode vécu lors de la COP21 à Paris. Il y décrit un moment fort, révélateur de leadership et de maîtrise de soi, mettant en lumière l'attitude du Roi Mohammed VI. Ce dernier, par sa prestance et son assurance naturelle, a su imposer respect et admiration au sein d'une assemblée composée de plus de 150 chefs d'État et dignitaires.

L'auteur écrit : «Lorsque le président français François Hollande, flanqué du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, s'est approché, le Roi est sorti avec la grâce de quelqu'un qui connaît sa valeur... Ce moment témoignait d'une règle tacite d'influence : lorsqu'on s'estime soi-même, les autres sont obligés d'en faire autant.»



Ce passage synthétise l'esprit du livre : le charisme ne s'impose pas par la force, mais se révèle dans la manière dont on apprend aux autres à nous traiter, en cultivant l'estime de soi.

Dans une autre section emblématique (page 140), dans la partie intitulée «Mastering Charismatic Influence - Outshine and Elevate Your Presence», Samari Sadik aborde la puissance de l'écoute comme outil d'autorité naturelle. Il cite l'exemple de Barack Obama, saluant sa capacité à écouter attentivement, qualité qui a renforcé ses liens avec des interlocuteurs variés et amélioré son processus décisionnel. Pour l'auteur, l'écoute authentique est l'un des piliers du

charisme durable.

Dans une interview exclusive accordée au magazine Hommes d'Afrique, Samari Sadik résume ainsi la portée de son livre : «The Charisma Guide isn't a transformational experience», que l'on pourrait traduire en français par : «Le Guide du charisme n'est pas une expérience transformationnelle en soi, mais une invitation à éveiller un potentiel déjà existant.»

Issu d'une grande famille marocaine, Samari Sadik puise dans son parcours personnel et ses recherches pour proposer un outil pratique, profond, et résolument tourné vers l'autonomisation de l'individu dans ses interactions.

Le livre est proposé au prix de 130 dirhams marocains (MAD). Il est également disponible via le groupe Santia Business Développement, qui en assure la distribution. L'auteur conclut son ouvrage sur une note d'encouragement, à la page 197 :

«Good luck on your journey, and remember that your charisma is already within you. Keep nurturing it, and watch it flourish in every area of your life.»

(Bonne chance dans votre parcours, et souvenez-vous que votre charisme est déjà en vous. Continuez à le cultiver, et observez-le rayonner dans tous les aspects de votre vie.)

LIBÉRER LE POTENTIEL D'EXPORTATION DES PME

Un impératif pour la croissance africaine



Kebour Ghenna, Directeur exécutif de la Chambre panafricaine de commerce et d'industrie (PACCI)

Les Petites et moyennes entreprises (PME) constituent l'épine dorsale des économies africaines, un moteur essentiel de l'emploi, de l'innovation et du développement économique. Cependant, malgré leur importance cruciale, ces entreprises se heurtent à des obstacles majeurs qui entravent leur capacité à participer pleinement au commerce régional et international. C'est du moins ce qu'indique le récent « Livre vert » de la Chambre panafricaine de commerce et d'industrie (PACCI) intitulé « Renforcer la capacité d'exportation des PME en Afrique : Solutions de financement, d'assurance et d'accès au marché » (avril 2025).

L'un des défis les plus pressants est l'accès limité au financement. Les PME ont souvent du mal à obtenir les crédits nécessaires pour augmenter leur production, moderniser leurs technologies et honorer les commandes à l'exportation.

Les banques commerciales, souvent réticentes à prendre des risques, privilégient les prêts à court terme, laissant de nombreuses PME sans les ressources financières dont elles ont besoin pour se développer et être compétitives. Le livre vert souligne à ce propos que : « Selon la Banque africaine de développement (BAD), le déficit de financement du commerce en Afrique pour les PME dépasse 81 milliards de dollars par an, un chiffre qui reflète les graves

limitations auxquelles sont confrontées les entreprises dans l'accès aux fonds de roulement et au financement des investissements ».

À ce problème de financement s'ajoute le manque d'accès à des outils adéquats d'atténuation des risques. L'assurance-crédit à l'exportation, par exemple, qui protège les entreprises contre les défauts de paiement et les risques politiques, reste hors de portée pour de nombreuses PME.

Cette situation les rend particulièrement vulnérables dans le commerce transfrontalier, où les incertitudes sont monnaie courante. Le livre vert met en lumière cette problématique en indiquant : « L'accès à des outils efficaces d'atténuation des risques tels que l'assurance-crédit à l'exportation

tation, l'assurance contre les risques politiques et les garanties de bonne fin - est extrêmement limité pour les PME africaines ».

L'accès aux marchés constitue un autre obstacle important. Si des initiatives comme la Foire commerciale intra-africaine (IATF) offrent des plateformes précieuses pour connecter les entreprises, un soutien structuré et continu est souvent insuffisant. Les PME peuvent avoir du mal à transformer les prospects en contrats à long terme, faute de capacité à augmenter leur production, à respecter les normes de qualité ou à bénéficier d'un accompagnement logistique adéquat.

Enfin, le respect des normes internationales représente un défi de taille. Ces normes, qui régissent la qualité, la sécurité et la conformité des produits, sont essentielles pour accéder aux marchés mondiaux. Cependant, les coûts de certification, le manque d'accès aux installations d'essai et le manque d'informations sur les exigences découragent de nombreuses PME. « Les normes ne sont pas de simples exigences bureaucratiques - ce sont des outils essentiels pour faciliter le commerce, garantir la sécurité, accroître l'efficacité, permettre la participation à la chaîne de valeur et instaurer la confiance entre les acheteurs et les vendeurs », affirme le PACCi soulignant l'importance cruciale de ces normes.

Face à ces défis, il est impératif de mettre en place un cadre d'appui à l'exportation robuste et inclusif. Ce cadre, tel que préconisé par le livre vert, doit comprendre des solutions innovantes pour faciliter le financement, atténuer les risques, améliorer l'accès aux marchés et aider les PME à respecter les normes internationales.

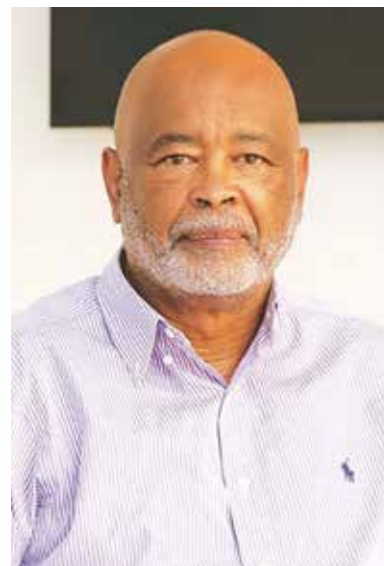
Des mécanismes de financement adaptés, tels que des prêts à des taux abordables et des garanties de prêt, sont essentiels pour permettre aux PME de financer leurs opérations d'exportation. De même, des produits d'assurance-crédit à l'exportation accessibles et des outils d'éva-



luation des risques sont nécessaires pour les protéger contre les pertes potentielles.

L'accès aux marchés peut être amélioré grâce à des portails d'exportation numériques, à des programmes d'accompagnement à l'exportation et à un soutien à la participation aux foires commerciales internationales. Enfin, l'aide aux PME pour qu'elles se conforment aux normes internationales, par le biais d'un soutien financier et technique, est essentielle pour renforcer leur compétitivité et leur permettre d'accéder aux marchés les plus exigeants.

La mise en œuvre efficace de telles solutions nécessite une collaboration étroite entre les gouverne-



ments, les institutions financières, le secteur privé et les partenaires au développement. Les gouvernements ont un rôle crucial à jouer dans la création d'un environnement politique et réglementaire favorable, tandis que le secteur privé peut apporter son expertise et ses ressources financières. Sur la nécessité de cette collaboration, le livre vert insiste : « Pour traduire le cadre proposé en actions pratiques, un engagement à plusieurs niveaux est nécessaire de la part des gouvernements, des institutions financières, du secteur privé et des partenaires de développement ».

En libérant le potentiel d'exportation des PME, l'Afrique peut accélérer son développement économique, créer des emplois et réduire la pauvreté. Il est temps d'agir avec détermination et de mettre en place les conditions nécessaires pour que ces entreprises deviennent de véritables moteurs de la transformation commerciale du continent. Comme le conclut le livre vert, « L'Afrique doit profiter de son élan pour tracer une nouvelle voie vers la compétitivité à long terme une voie qui place les PME exportatrices au cœur de son programme de croissance et de transformation ».

S.T.

**EN LIBÉRANT
LE POTENTIEL
D'EXPORTATION
DES PME,
L'AFRIQUE PEUT
ACCÉLERER SON
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE...**

AFRIQUE

Pour une renaissance portée par l'Éducation

Le destin du Maroc est enraciné dans celui de l'Afrique. Feu Sa Majesté le Roi Hassan II le rappelait avec justesse : « Le Maroc est un arbre dont les racines plongent en Afrique et qui respire par ses feuilles en Europe. »

Cette image poétique incarne une réalité politique et civilisationnelle que Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, n'a eu de cesse de raviver par une vision claire : celle d'une Afrique unie, forte de sa souveraineté, riche de sa jeunesse, et fière de sa place dans le concert des nations.

Sous Son impulsion, le Royaume du Maroc s'est affirmé comme un acteur central de la coopération Sud-Sud, porteur d'initiatives majeures aux retombées stratégiques pour le continent. Du gazoduc Nigeria-Maroc, traversant plus d'une dizaine de pays, à l'Initiative de l'Afrique Atlantique qui redessine la géopolitique des littoraux ouest-africains ; des partenariats agricoles et miniers à la diplomatie religieuse fondée sur la modération et le vivre-ensemble, le Maroc tisse avec l'Afrique un avenir de codéveloppement solidaire.

Mais aucun projet de long terme ne saurait porter ses fruits sans une transformation en profondeur du système éducatif. Car l'éducation n'est pas un luxe : elle est une condition d'existence. Et Sa Majesté le Roi Mohammed VI l'a solennellement consacrée comme deuxième priorité nationale, après l'intégrité territoriale. Ce rang illustre une conviction royale : celle que la souveraineté politique, économique ou technologique commence par la souveraineté cognitive.



C'est à cette exigence que répond la Fondation Tamkine, engagée depuis sa création il y a de cela 10 ans en faveur d'une éducation inclusive, innovante et transformatrice. Dans cette perspective, elle a noué un partenariat stratégique avec le CAFRAD - institution panafricaine de référence en matière de gouvernance publique – pour lancer un appel historique :

Faire de la décennie 2026-2036 la décennie de l'éducation en Afrique

Cet appel ne se veut ni symbolique

ni abstrait. Il vise à fédérer les États africains autour d'un pacte éducatif commun, centré sur la refondation des curricula, l'intégration du numérique éducatif, la professionnalisation de l'enseignement et l'accès équitable au savoir pour tous les enfants du continent.

C'est dans ce contexte que la Fondation Tamkine et le CAFRAD ont eu l'honneur d'être conviés à une réunion du corps diplomatique africain accrédité à Rabat - un moment fort de dialogue et d'échange entre représentants du continent. À cette occasion, ils ont présenté l'appel à faire de 2026-2036 la Décennie de l'Éducation en Afrique, suscitant un vif intérêt et posant les jalons d'une mobilisation collective.

Cette rencontre a ouvert la voie à la constitution progressive d'une coalition africaine pour l'éducation, rassemblant décideurs, institutions, experts et partenaires autour d'une ambition commune : offrir à l'Afrique les moyens de penser et de construire son avenir par elle-même.

CET APPEL NE SE VEUT NI SYMBOLIQUE NI ABSTRAIT. IL VISE À FÉDÉRER LES ÉTATS AFRICAINS ...

TAMTECH

Des solutions africaines pour une éducation souveraine

L'appel à faire de la période 2026-2036 la Décennie de l'Éducation en Afrique ne saurait rester un vœu pieux. Il exige des engagements concrets, des outils adaptés et des solutions conçues pour les réalités du continent. Car transformer l'éducation africaine, c'est aussi repenser l'infrastructure qui la soutient et les outils technologiques dont elle a besoin. C'est dans cette optique que TamTech, entreprise technologique panafricaine, s'est donnée pour mission d'accompagner cette transformation par des solutions conçues en Afrique, pour l'Afrique.

Dans un monde où la technologie est devenue l'ossature des systèmes éducatifs, TamTech incarne une alternative crédible, souveraine et innovante. Son engagement : doter les institutions africaines d'écosystèmes numériques souverains, performants, et respectueux des spécificités locales.

Une éducation repensée, rendue accessible et interactive

Les plateformes développées par TamTech - qu'il s'agisse de TamTech Edu, TamTech Connect, ou TamTech Complex - ne sont pas de simples outils technologiques. Ce sont des espaces d'apprentissage intelligents, évolutifs et immersifs. Grâce à ces solutions, enseignants, étudiants, formateurs et professionnels peuvent créer leurs propres environnements numériques d'apprentissage, organisés autour d'interfaces intuitives, d'espaces collaboratifs, et de contenus adaptés à chaque contexte.

L'innovation technologique au service de la souveraineté

TamTech va au-delà de l'éducation. Ses solutions s'adressent aussi aux institutions publiques, aux universités, aux entreprises, et aux organisations panafricaines en quête d'édifices numériques



sécurisés, modulables et interopérables. Qu'il s'agisse d'organiser une conférence rassemblant des milliers de participants, d'animer un séminaire transfrontalier ou de piloter des projets collaboratifs à distance, les solutions TamTech garantissent fluidité, confidentialité et performance. À la différence d'autres solutions, souvent opaques et centralisées, TamTech repose sur un modèle de souveraineté numérique. Toutes les données, interac-

tions et échanges restent protégés par des protocoles de sécurité avancés, et sous le contrôle exclusif de leurs utilisateurs.

Une Afrique qui innove pour elle-même, par elle-même

Développées par des ingénieurs africains, les solutions TamTech sont la preuve que l'Afrique possède les compétences et le génie nécessaires pour créer ses propres outils technologiques. En choisissant TamTech, les institutions africaines ne se contentent pas de moderniser leur infrastructure : elles investissent dans un futur qu'elles contrôlent, dans une technologie qu'elles comprennent, et dans une innovation qui leur appartient. TamTech n'est pas simplement une entreprise. C'est une conviction, un engagement, un levier pour une Afrique debout, digne, et souveraine. Une Afrique qui ne se contente plus de suivre, mais qui conçoit, dirige et inspire. Une Afrique qui transforme l'éducation par ses propres moyens et qui fait du numérique un levier de justice, de progrès et d'unité.

**TAMTECH N'EST PAS
SIMPLEMENT UNE
ENTREPRISE. C'EST
UNE CONVICTION,
UN ENGAGEMENT,
UN LEVIER POUR UNE
AFRIQUE DEBOUT,
DIGNE, ET SOUVERAINE.**

SPORAMA 2025

Le Rifs impacte le Maroc...

Après Abidjan et Paris pour les deux premières éditions, la troisième édition de ce mythique programme et fortement institutionnel, voudrait insuffler au Royaume du Maroc, une synergie d'action pour davantage favoriser le rayonnement économique, politique, environnemental, culturel, etc..., et le rapprochement des nations dans un espace de compréhension mutuelle, de paix, et de coopération aisée, à travers le sport.

Troisième programme majeur du RIFS, «SPORAMA» est un véritable marché du développement de l'économie sportive. Il prend en compte la coopération internationale, le renforcement des amitiés entre les États francophones à travers le sport, ainsi que la visibilité des opportunités qui sont offertes pour les acteurs sportifs dans l'espace francophone.

Ainsi, avec l'appui institutionnel de l'Ambassade de la République de Côte d'Ivoire près le Royaume du MAROC, l'appui logistique et le partenariat stratégique de l'Université International de Rabat (UIR), ainsi que la présence effective des autorités marocaines et des institutions internationales, la troisième édition de cette grande rencontre internationale, et de la Diplomatie Sportive se tiendra le MARDI 24 JUIN 2025, de 9 heures à 18 heures au Campus UIR à RABAT, autour du thème : « Les métiers du sport au profit des jeunes NEETS dans l'espace francophone : Insertion Reconversion et Inclusion Social ».

Une journée de partage, de formation, d'information, de coopération nord – sud et sud – sud, SPORAMA 2025 mettra l'accent sur les métiers du sport et la jeunesse. Avec son partenaire privilégié, l'UIR, le RIFS voudrait positionner le sport comme un levier de transformation sociale, de développe-



ment des compétences, et de promotion des talents.

SPORAMA 2025 s'inscrit dans une dynamique de valorisation des initiatives sportives africaines.

Objectifs Spécifiques

- Favoriser l'employabilité des jeunes à travers les métiers du sport et les nouvelles opportunités entrepreneuriales.
- Encourager l'innovation pédagogique dans les formations sportives, en intégrant les technologies numériques et les approches interdisciplinaires.
- Promouvoir l'inclusion sociale, notamment par la mise en lumière des initiatives sportives en faveur des femmes, des jeunes en situation de vulnérabilité et des personnes en situation de handicap.
- Renforcer les synergies entre les acteurs du sport, les institutions académiques, les entreprises, les ONGs et les décideurs publics.

Au Programme :

- Panels thématiques animés par des experts africains et internationaux sur des sujets tels que : le sport et la diplo-

matie, le sport et l'éducation, le sport et l'innovation, le sport et la santé mentale, etc.

- Ateliers interactifs sur la création de start-ups sportives, le management d'événements sportifs, la communication digitale dans le sport, et la gestion des carrières d'athlètes.

- Démonstrations sportives mettant en avant des disciplines traditionnelles et modernes, avec la participation de jeunes talents issus de différents pays africains.

- Expositions et stands partenaires présentant des projets innovants, des équipements sportifs, des programmes de formation, et des initiatives citoyennes.

- Animations culturelles célébrant la diversité africaine à travers la musique, la danse, la cuisine locale, les arts visuels et les traditions locales.

Un accent particulier sera mis sur la promotion des femmes dans le sport, à travers des témoignages inspirants, des tables rondes et des remises de prix à des figures féminines engagées dans le développement du sport en Afrique.

SPORAMA

MAROC  3^{ème} ÉDITION

Mardi **24** **9h**
Juin 2025

Programme impactant du RIFS qui prend en compte la Coopération Internationale, le Renforcement des Amitiés entre les États francophones à travers le sport, ainsi que la visibilité des opportunités qui sont offertes pour les acteurs sportifs dans l'espace francophone.

Thème :

“LES MÉTIERS DU SPORT AU PROFIT DES JEUNES NEETS dans l'espace francophone : Insertion Reconversion et inclusion Social. ”



www.lerifs.org

 rifsindic@gmail.com

+(33) 0605583368

● +(225) 0777471255

**Le Sport pour
Vivre Ensemble !**

 lerifs

 @lerifsien



MAROC

UNIVERSITÉ INTERNATIONALE DE RABAT

(Parc Technopolis Rabat - Shore,
Rocade Rabat - Salé - 11100)



JAIE 2025

Quand la santé devient le socle du développement africain



Du 8 au 9 avril 2025, l'Université Mohammed V de Rabat a accueilli la troisième édition des Journées africaines de l'investissement et de l'emploi (JAIE), sous le thème évocateur : « Développement du système de santé en Afrique : enjeux, contraintes et perspectives ». Ce rendez-vous, désormais incontournable, a réuni un large éventail de participants, allant des universitaires aux décideurs politiques, en passant par les chercheurs, anciens ministres, journalistes, étudiants et experts du monde de la santé.

Une cérémonie d'ouverture solennelle et inspirante

L'ouverture officielle, tenue dans l'amphithéâtre Abderrazak Mouley Rachid, a été marquée par la remise

du Prix de la meilleure communication, et par une série d'interventions d'éminentes personnalités. Ont pris la parole notamment : Mohammed Khariss, Directeur des JAIE ; Omar Hnichi, vice-président de l'Université Mohammed V et Directeur du CIRPEC ; Azzedine Chourane, Doyen de la FSJES-Souissi et Titulaire de la Chaire OMC ; Hicham Sabiry, Secrétaire d'État chargé de l'Emploi ; Khalid Aït Taleb, Professeur et ancien Ministre marocain de la Santé ; Justine Couliadiati-Kielem, Conseillère spéciale en santé du Burkina Faso et Mamoudou Sangaré, Directeur régional de la santé de Conakry. Tous ont salué la pertinence du thème retenu, soulignant la nécessité de repenser en profondeur les systèmes de santé africains, levier

fondamental pour toute ambition de développement durable.

Défis structurels et perspectives innovantes

Les sessions plénières et ateliers ont exploré les nombreux défis auxquels fait face le secteur de la santé en Afrique : financement insuffisant, pénurie de personnel qualifié, faiblesse des infrastructures, inégalités d'accès, dépendance technologique... Les discussions ont également mis en avant des solutions innovantes, notamment à travers l'usage des objets connectés en santé, l'investissement socialement responsable, la généralisation de la couverture sociale, ou encore la mobilité hospitalière.

Les propos du Dr Adoyi Matthew Omale (Nigeria) ont particulière-

ment retenu l'attention : il a souligné que 15 % du budget de son pays est dédié à la santé, soit trois fois plus que ce que consacrent certaines organisations internationales, appelant à un rééquilibrage des efforts.

Le Dr Anan Lopes, venu du Portugal, pour sa part, a révélé qu'il existe aujourd'hui plus de 500 millions d'objets connectés dans le secteur de la santé, mais que leur impact reste limité dans les pays africains en raison de la faible connectivité dans les zones rurales.

De son côté, la Dr Justine Couliadiati-Kielem a déploré le manque de coordination régionale autour du vaccin contre le paludisme, pourtant développé et produit au Burkina Faso. Pour elle, « l'empirisme conduit encore trop souvent à recourir aux laboratoires étrangers, au détriment de l'autonomie sanitaire de nos pays ».

L'Afrique face à ses responsabilités

Les intervenants ont unanimement appelé à un renforcement du financement des infrastructures sanitaires, au développement des TIC appliquées à la santé, et à l'autonomisation des collectivités locales dans la gestion des médicaments.

Des initiatives concrètes comme les hôpitaux mobiles ont été saluées pour leur efficacité dans plusieurs pays dont le Maroc, la Mauritanie, le Portugal et le Nigéria. Des solutions pratiques, ancrées dans la réalité locale, qui témoignent de la capacité d'innovation du continent.

Pour El Mehdi Kail, Maître de conférences et coordinateur des JAIE : « Les JAIE sont une initiative précieuse. Elles créent un pont entre chercheurs et décideurs politiques pour explorer ensemble les défis et les opportunités de l'Afrique. Chaque édition s'aligne sur les besoins réels des populations. »

Cette troisième édition, riche en échanges et en enseignements, a été clôturée le 9 avril par une allocution forte du Professeur Bertin Léopold Kouayep, Directeur de l'ESCG à Yaoundé, qui a lancé un



Hicham Sabiry, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Inclusion économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences, chargé de l'Emploi (Maroc). « La santé, l'éducation, la formation et l'innovation sont les mots d'ordre pour une Afrique forte, résiliente et prospère ».

appel vibrant à l'unité africaine : « On ne peut rêver d'États-Unis d'Afrique sans une véritable prise de conscience collective. »

Un hommage à la solidarité africaine

Le Professeur Roukatou épse Aboubakar, doyenne de la FSEG de l'Université de Garoua (Cameroun), a exprimé sa gratitude envers le Comité d'organisation, saluant la générosité et l'exemple de solidarité du Royaume du Maroc.

« Celui qui enseigne ne doit jamais

cesser d'apprendre », a-t-elle rappelé, s'engageant à relayer les enseignements de ce colloque auprès de ses étudiants et décideurs.

En écho, une enseignante-chercheuse et Vice-doyenne de l'Université Omar Bongo du Gabon a rappelé que les deux premières éditions des JAIE avaient déjà permis de poser les bases d'une réflexion transversale sur le développement économique et social du continent. Le mot de la fin est revenu à la jeunesse africaine, représentée par les étudiants de l'Université Mohammed V, appelés à s'approprier cet espace de dialogue et de savoir, et à se positionner comme acteurs du changement.

Car l'Afrique, au-delà des discours de solidarité, a besoin d'une vision globale, portée par des initiatives concrètes et une synergie continentale. Comme le résumait si bien les participants venus du Burkina Faso, membre de l'Alliance des États du Sahel (AES) :

« Il est temps de passer du statut de spectateur à celui de contributeur au développement mondial, en valorisant notre savoir-faire africain. »

Sylvain Timamo Tedjon

**LES INTERVENANTS
ONT UNANIMEMENT
APPELÉ À UN
RENFORCEMENT DU
FINANCEMENT DES
INFRASTRUCTURES
SANITAIRES, AU
DÉVELOPPEMENT DES
TIC APPLIQUÉES À LA
SANTÉ...**

RELEVER LE DÉFI DU PALUDISME EN AFRIQUE

L'appel à l'action des leaders africains

Le paludisme demeure l'une des principales menaces pour la santé publique en Afrique, affectant chaque année des millions de personnes, principalement des enfants et des femmes enceintes. Depuis des décennies, les dirigeants africains se battent pour éradiquer cette maladie qui freine le développement social et économique du continent. Pourtant, malgré les progrès réalisés, la lutte contre le paludisme reste un défi majeur, notamment face à des obstacles tels que les résistances biologiques, le financement insuffisant et l'impact des crises humanitaires. Le 17 février 2025, lors du Sommet des chefs d'État de l'Union africaine, une fois de plus, les leaders africains ont pris l'engagement de redoubler d'efforts pour éliminer le paludisme d'ici 2030, une ambition aujourd'hui menacée par des facteurs convergents.

Le rapport 2024 sur les progrès du paludisme en Afrique, publié par l'ALMA (African Leaders Malaria Alliance), met en lumière un état alarmant de la lutte contre cette maladie. Selon ce rapport, les progrès réalisés ces dernières années stagnent, menaçant de compromettre l'objectif ambitieux de l'élimination du paludisme d'ici 2030. L'Afrique continue de porter une part disproportionnée du fardeau mondial du paludisme, avec des millions de cas et des milliers de morts chaque année. En 2023, plus de 200 millions de cas ont été enregistrés dans le monde, dont une grande majorité en Afrique. Le rapport met en évidence plusieurs facteurs clés qui exacerbent la lutte contre le paludisme. L'insuffisance des ressources, combinée à une croissance démographique rapide, à des crises humanitaires, au changement climatique et à la résistance aux insecticides et aux médicaments, crée un «parfait orage» qui menace de revenir sur des



S.E. Duma Gideon Boko, Président du Botswana. Il a pris les rênes de l'ALMA, lors du 38e sommet de l'UA. Il s'est engagé à changer la donne en matière de lutte contre le paludisme en Afrique ainsi qu'à exiger une forte impulsion pour parvenir à éliminer cette maladie.

décennies de progrès. Cette situation pousse les leaders africains à accélérer la mobilisation de ressources internes et externes pour sauver des vies et garantir un avenir sans paludisme pour les générations futures.

Appel à l'action des leaders africains

En réponse à ce contexte alarmant, les chefs d'État et de gouvernement réunis au sommet de l'ALMA ont réitéré leur engagement à renforcer la lutte contre le paludisme. La présidence du Botswana, assurée par le Président Duma Gideon Boko, a pris la relève de celle de la Guinée-Bissau, assurée par le Président Umaro Sissoco Embaló. Lors de cette passation de pouvoir, le Président Boko a souligné l'urgence de la situation et la nécessité d'intensifier la mobilisation des ressources à l'échelle nationale, régionale et internationale.

Le nouveau président de l'ALMA a appelé les États africains à puiser dans

leurs propres ressources pour soutenir la lutte contre le paludisme, en augmentant les budgets nationaux de la santé et en lançant des initiatives de financement innovantes. «L'Afrique doit relever ce défi en mobilisant ses propres ressources, y compris par l'utilisation de fonds d'urgence et l'augmentation de nos allocations budgétaires pour la santé», a déclaré le Président Boko. Cette mobilisation de ressources internes est cruciale pour compléter le soutien extérieur, et pour garantir que les programmes de lutte contre le paludisme bénéficient d'une stabilité financière.

Le rôle du Fonds Mondial dans la lutte contre le paludisme est fondamental. Ce fonds constitue la principale source de financement international pour les programmes de lutte contre le paludisme, représentant environ 62 % des financements mondiaux. Le rapport de l'ALMA souligne que le financement du paludisme doit absolument être renforcé, notamment par une réap-

probation réussie du Fonds Mondial. L'Afrique, en particulier, doit continuer à plaider pour une augmentation des financements afin d'assurer l'accès aux traitements, aux moustiquaires imprégnées d'insecticide et aux autres interventions nécessaires pour réduire la transmission du paludisme.

L'ALMA appelle donc à une réponse internationale renforcée et à des engagements financiers de la part des partenaires mondiaux. L'un des objectifs majeurs de cette année est d'assurer une réapprobation réussie du Fonds Mondial, dont les financements serviront à soutenir l'introduction de nouveaux outils de lutte contre le paludisme, ainsi que l'expansion des interventions existantes.

Réponse systémique : l'innovation dans la lutte contre le paludisme

Pour avancer, l'Afrique doit aussi accélérer l'introduction et l'utilisation de nouvelles technologies. L'ALMA insiste sur la nécessité d'innover en matière de lutte contre le paludisme. Cela inclut le déploiement de nouveaux outils de lutte tels que les moustiquaires traitées à double insecticide, les médicaments antipaludiques de nouvelle génération et, plus récemment, les vaccins contre le paludisme. En outre, des approches innovantes comme la fabrication locale de ces outils en Afrique peuvent non seulement améliorer l'approvisionnement en ressources mais également stimuler la croissance économique.

Les autorités sanitaires africaines, ainsi que les partenaires internationaux, ont un rôle important à jouer dans l'accélération de l'introduction de ces outils et leur mise à l'échelle dans les pays les plus affectés. L'ALMA recommande également de mettre en œuvre des solutions de financement novatrices pour soutenir l'accès aux médicaments et traitements essentiels.

Changement de narratif

Un autre aspect fondamental du sommet a été le lancement d'une nouvelle phase de la campagne « Change the Story ». Cette campagne vise à sensibiliser davantage le public, en particulier les jeunes générations, en donnant une voix aux enfants victimes du paludisme. La campagne met en lumière les histoires poignantes de jeunes africains, comme celle de Gloria, un enfant du Mozambique qui a vu sa vie bouleversée par des inondations liées

au changement climatique et à la propagation du paludisme. En racontant ces histoires, la campagne cherche à créer un changement de mentalité et à renforcer la volonté politique pour intensifier la lutte contre cette maladie dévastatrice.

Les leaders africains appellent ainsi à un changement de paradigme : il ne s'agit plus seulement d'une question de santé, mais d'une question de justice sociale. Le paludisme ne touche pas seulement les individus malades, il a également un impact dévastateur sur les économies et les communautés, freinant le développement humain et social.

Éliminer le paludisme et relever les défis croissants

Le rapport 2024 sur les progrès du

POUR AVANCER, L'AFRIQUE DOIT AUSSI ACCÉLERER L'INTRODUCTION ET L'UTILISATION DE NOUVELLES TECHNOLOGIES...

paludisme en Afrique met en évidence des avancées significatives dans la lutte contre la maladie, avec une réduction de 60 % de la mortalité et une diminution de 38 % de l'incidence du paludisme depuis l'an 2000. Ces efforts ont permis de sauver 11,9 millions de vies et de prévenir 1,8 milliard de cas de paludisme. Cependant, le rapport révèle également une stagnation des progrès, avec de multiples menaces entravant les avancées, telles que des ressources insuffisantes, la croissance rapide de la population, le changement climatique, la résistance biologique et les impacts des crises humanitaires. Pour relever ces défis, les dirigeants africains réunis au Sommet de l'Union Africaine ont souligné la nécessité de

mobiliser des ressources nationales, de financer de manière innovante et de répondre de manière unifiée et décisive à l'élimination du paludisme.

Le sommet a également vu la nomination de Duma Boko, Président du Botswana, en tant que nouveau président de l'Alliance des Leaders Africains contre le Paludisme (ALMA), succédant au Président Umaro Embaló de Guinée-Bissau. Boko a insisté sur l'urgence de renforcer le financement via des plateformes comme le Fonds mondial, qui fournit 62 % du financement international pour les programmes de lutte contre le paludisme. Il a appelé à une augmentation des ressources d'urgence et des budgets de santé, ainsi qu'à la mise en œuvre de nouvelles interventions et technologies.

Une nouvelle phase de la campagne « Change the Story » a été lancée lors du sommet, mettant en avant les témoignages d'enfants sur l'impact dévastateur du paludisme. La campagne, soutenue par des personnalités de renom comme Chimamanda Ngozi Adichie, vise à inspirer davantage d'actions et d'investissements pour l'élimination du paludisme, appelant à un leadership décisif pour faire face à cette problématique de santé publique cruciale.

Engagement soutenu pour un avenir sans paludisme

Le défi du paludisme reste colossal, mais les leaders africains ont montré, à travers leurs engagements et leur appel à l'action, qu'un avenir sans paludisme est possible. La mobilisation de ressources internes et externes, l'innovation en matière de lutte, et un soutien international renforcé sont les clés pour relever ce défi. Toutefois, la volonté politique et l'engagement des gouvernements africains, en coopération avec les partenaires internationaux, seront essentiels pour transformer ces promesses en résultats concrets et durables.

L'Afrique a prouvé à de nombreuses reprises qu'elle est capable de faire face aux défis de taille. En unissant ses forces, en écoutant les voix des plus vulnérables et en soutenant les nouvelles générations, elle peut espérer changer le cours de l'histoire et parvenir à une élimination définitive du paludisme d'ici 2030.

S.N. & S.T., à Addis Abeba

DR JEAN KASEYA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AFRICA CDC

Architecte de la souveraineté sanitaire africaine



Le 15 février 2025, une image forte a marqué le sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba : le président sortant de l'Union, Mohamed Ould Ghazouani, décorant le Dr Jean Kaseya du titre de Grand Officier de l'Ordre mauritanien.

Ce geste, hautement symbolique, vient consacrer l'engagement inébranlable d'un homme dont le nom est désormais indissociable des

réformes audacieuses qui redessinent le paysage sanitaire africain. Médecin de formation, expert en santé publique, le Dr Jean Kaseya est un haut fonctionnaire à la carrure panafricaine, aujourd'hui à la tête d'une institution stratégique de l'Union africaine : Africa CDC (Africa Centres for Disease Control and Prevention). Son parcours professionnel, riche de plusieurs décennies d'engagement dans des institutions sanitaires internatio-

nales, témoigne d'une constante : replacer l'Afrique au cœur de ses priorités sanitaires, en s'affranchissant des logiques d'assistanat pour bâtir une souveraineté sanitaire continentale.

Un leadership visionnaire à la tête d'Africa CDC

Depuis sa nomination en 2023 à la tête de l'Africa CDC, le Dr Kaseya a insufflé une dynamique nouvelle à l'agence. En quelques mois, il a

su transformer cette jeune institution - créée en 2017 en réponse à la crise d'Ebola - en un acteur de poids sur la scène mondiale de la santé publique. Sa gestion rigoureuse, combinée à une vision stratégique claire, a permis à Africa CDC de se positionner comme un pôle de coordination des réponses sanitaires africaines, mais aussi comme un interlocuteur respecté des partenaires internationaux, tels que l'OMS, GAVI, l'UNICEF ou encore la Banque mondiale.

Sous sa houlette, l'institution a affiné son approche intégrée de la sécurité sanitaire, en s'appuyant sur trois piliers : prévention, préparation et réponse rapide. Le Dr Kaseya a notamment mis l'accent sur le renforcement des capacités nationales, la mutualisation des ressources entre États membres et la mise en place d'une réserve stratégique de santé publique accessible à l'ensemble des pays africains. Le 23 juillet 2023, l'Africa CDC, sous la direction du Dr Kaseya, déclare pour la première fois de son histoire une urgence de santé publique de portée continentale, en réponse à l'épidémie de Mpox (anciennement variole du singe). Cette décision marque un tournant majeur dans la culture institutionnelle africaine de la gestion des épidémies. Il ne s'agissait pas seulement d'un signal d'alerte, mais d'un appel stratégique à la mobilisation coordonnée des États membres.

La réponse fut rapide, structurée, exemplaire. Vaccins, équipements, renforcement des laboratoires nationaux, communication de crise : le Dr Kaseya a piloté une riposte continentale proactive, tout en mettant l'accent sur la transparence et la collaboration intergouvernementale. Il a su incarner un leadership de terrain, proche des réalités locales, tout en s'affirmant comme un diplomate de la santé publique au service du continent.

Plaidoyer pour une Afrique qui se soigne elle-même

Depuis ses premiers discours, Jean

Kaseya martèle un message fort : « L'Afrique doit prendre en charge sa propre sécurité sanitaire. Et elle le fera. »

Fidèle à ce credo, il multiplie les initiatives visant à stimuler la production locale de vaccins et de médicaments, à renforcer les chaînes logistiques de santé, à former une élite médicale africaine, et à plaider pour une solidarité continentale active.

Il milite également pour un marché africain de la santé, capable d'unifier les efforts et de briser les barrières douanières et réglementaires entre États. Une révolution structurelle en gestation, qu'il espère voir adoubee par les chefs d'État et les

SOUS SA HOULETTE, L'INSTITUTION A AFFINÉ SON APPROCHE INTÉGRÉE DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE EN S'APPUYANT SUR TROIS PILIERS: PRÉVENTION, PRÉPARATIO ET RÉPONSE RAPIDE...

investisseurs.

La décoration du Dr Kaseya par le président Mohamed Ould Ghazouani, au nom de l'Union africaine, vient consacrer des années d'engagement et d'excellence. Ce n'est pas seulement un hommage individuel, mais un signal politique fort : les questions de santé sont désormais centrales dans l'agenda de souveraineté de l'Afrique.

Sous son impulsion, Africa CDC a aussi œuvré pour la création d'un Fonds africain de sécurité sanitaire, garantissant une réponse rapide aux crises futures sans dépendance exclusive à l'aide extérieure. À travers toutes ces initiatives, le Dr

Kaseya milite pour une Afrique maîtresse de ses décisions sanitaires, capable d'anticiper, de gérer et de se relever seule des menaces épidémiques.

Une reconnaissance continentale méritée

Le prix décerné par le président Ghazouani vient saluer bien plus qu'un bilan administratif. Il consacre une trajectoire personnelle marquée par l'engagement, la rigueur et l'intégrité. Le Dr Jean Kaseya n'est pas seulement un haut fonctionnaire : il est un bâtisseur de systèmes, un stratège de la résilience et un défenseur passionné de la dignité africaine.

Son action s'inscrit pleinement dans les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, en particulier le volet « Santé et bien-être pour tous ». À une époque où les défis sanitaires se complexifient - émergence de nouvelles pandémies, effets du changement climatique sur la santé, crises humanitaires - le leadership du Dr Kaseya apparaît comme un repère stable et inspirant.

Le Dr Jean Kaseya incarne ce que l'Afrique souhaite désormais mettre en avant : une expertise locale de haut niveau, connectée au monde mais enracinée dans les réalités du continent. Son parcours et ses réalisations illustrent une ambition collective : ne plus subir les épidémies, mais les prévenir ; ne plus attendre les secours extérieurs, mais agir par soi-même.

Avec à sa tête un dirigeant comme lui, l'Africa CDC devient bien plus qu'une agence technique : elle est le bras armé d'une Afrique qui choisit la santé comme levier de développement et de souveraineté.

Dans un continent en pleine mutation, où les défis sanitaires s'imbriquent aux enjeux géopolitiques et climatiques, Jean Kaseya s'impose comme un leader charismatique et stratégique, respecté sur tous les fronts.

S.T.

FIRMIN EDOUARD MATOKO

Un réformateur humaniste pour une UNESCO plus inclusive

Candidat au poste de Directeur Général de l'UNESCO présenté par son pays, la République du Congo, Firmin Edouard Matoko n'est pas un inconnu dans les cercles multilatéraux. Il incarne une figure solide et expérimentée, ayant passé plus de trois décennies au service de l'organisation onusienne dont il connaît les rouages « dans ses moindres recoins », selon ses propres termes. Aujourd'hui Sous-directeur général du Secteur pour la Priorité Afrique et les Relations extérieures de l'Unesco, il défend une candidature portée par une vision réformatrice, enracinée dans les valeurs de paix, de solidarité et de coopération universelle.

Diplômé en économie de l'Université La Sapienza de Rome et en sciences politiques de l'Université de Florence, Matoko est aussi passé par le Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris. Mais c'est surtout à travers ses multiples fonctions à l'Unesco - en Afrique, en Amérique latine et au siège à Paris - qu'il s'est imposé comme un fin connaisseur des enjeux du dialogue interculturel et du développement durable. Il a dirigé les bureaux de l'Unesco à Quito et Bamako, piloté des programmes pour l'éducation à la paix, et représenté l'institution auprès de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique.

Son engagement pour l'Afrique est constant. Il est l'auteur de l'ouvrage *Les fondements endogènes d'une culture de la paix en Afrique*, publié par l'Unesco en 1999. Cette vision endogène de la paix et du développement irrigue sa candidature de bout en bout. Lors de son audition officielle du 9 avril 2025, il l'a souligné avec force : « L'Afrique ne doit plus être la périphérie de notre action. Elle doit en être le laboratoire. »



Une candidature pour "ouvrir un cycle"

C'est avec gravité et humilité que Firmin Edouard Matoko a défendu sa candidature devant les membres du Conseil exécutif : « Je ne viens pas prolonger une trajectoire. Je viens pour ouvrir un cycle. » Il s'est présenté comme un homme de réformes, mais pas de ruptures. Loin de toute ambition personnelle, sa motivation tient à la nécessité, dit-il, « d'un nouvel élan conforté par nos acquis les plus significatifs ».

Face à un monde « profondément paradoxal » - où les moyens de coopération sont immenses mais les divisions toujours plus vives - Matoko appelle à un *aggiornamento* stratégique et éthique. Sa vision repose sur trois axes : renforcer l'impact des programmes, moderniser les mécanismes de gouvernance et replacer l'humain - femmes, jeunes,

communautés - au cœur de l'action de l'Unesco.

Parmi ses priorités phares figure la création d'un Africa Lab, véritable incubateur d'innovations éducatives, scientifiques et culturelles, conçu par et pour le continent, mais tourné vers le monde. Dans la lignée de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, Matoko souhaite que l'Unesco devienne un accélérateur des ambitions africaines, et non un simple partenaire technique.

Sa candidature s'inscrit dans un moment historique : alors que l'Afrique assume de nouveaux rôles géopolitiques (comme la récente présidence africaine du G20), il estime que l'Unesco doit reconnaître pleinement la valeur ajoutée du continent. « Nous saluons ici le leadership remarquable exercé pour la première fois par un pays africain pour le G20. C'est cette Afrique que nous

voulons : force de proposition et cœur battant de l'innovation mondiale. »

Programmes concrets et exigence de transparence

Loin des grandes déclarations, le programme de Matoko est précis. Il annonce deux projets structurants :

- “Femmes pour la Paix”, un programme soutenu par la société civile, pour valoriser l'engagement des femmes dans la résolution des conflits et la reconstruction post-crise. « Leur rôle est souvent méconnu. Il est temps de le reconnaître, de le soutenir, de l'amplifier. »

- “Génération Unesco”, un cycle de formation annuel pour les jeunes, en particulier dans les zones de conflit, sur la citoyenneté mondiale, l'éthique scientifique et le leadership culturel.

Côté gouvernance, il propose un mécanisme systématique de revue des dépenses et de l'impact des programmes, dès « le premier dollar investi ». Il prône une rigueur financière accrue, mais aussi une plus grande souplesse budgétaire grâce à des contributions volontaires

PARMI SES PRIORITÉS PHARES FIGURE LA CRÉATION D'UN AFRICA LAB, VÉRITABLE INCUBATEUR D'INNOVATIONS ÉDUCATIVES...

mieux encadrées. Il veut également renforcer les partenariats éthiques avec le secteur privé, dans le respect des valeurs de l'Unesco.

Il insiste : « Ce n'est pas seulement une question de ressources - même si les chiffres parlent d'eux-mêmes : 39 millions en 2008 contre plus de 305 millions aujourd'hui - c'est une question de responsabilité, de redevabilité, de transparence. »

Un diplomate humaniste, tourné vers l'avenir

Firmin Edouard Matoko incarne un profil rare : à la fois homme de terrain,

penseur stratégique, et serviteur loyal d'un idéal multilatéral. Il veut replacer l'Unesco comme espace de dialogue mondial, dans une époque où le multilatéralisme est mis à l'épreuve.

Il conclut son discours avec une formule lourde de sens : « Notre vocation n'est pas d'imiter les autres. C'est de rester fidèles à ce que nous sommes. Et de nous hisser à la hauteur de ce que le monde attend de nous. »

Dans la perspective de la 43e session de la Conférence générale de l'Unesco, prévue en novembre 2025 à Samarcande, le profil de Matoko suscite un intérêt croissant. Il se présente comme le candidat d'un monde en transition, porteur d'une ambition inclusive et d'un leadership fondé sur le dialogue, la réforme et la confiance. Pour son œuvre au service de l'éducation et de l'Afrique M. Matoko a été honoré du titre de Docteur Honoris Causa de l'université Gamel Abdel Nasser de Conakry.

Sylvestre Tetchiada

TIMELINE - PARCOURS DE FIRMIN EDOUARD MATOKO

1983 - Entre au service de la coopération internationale

1985 - Rejoint l'UNESCO en tant qu'expert en financement de l'éducation en Afrique

1994 - Dirige le programme transdisciplinaire de l'UNESCO pour une culture de la paix

1995 - Coordonne la publication Les fondements endogènes d'une culture de la paix en Afrique

1999 - Auteur de la publication l'Afrique par les Africains. Utopie ou Révolution

2000-2015 - Assume la direction des Bureaux UNESCO au Sahel, en Amérique latine et auprès de l'Union africaine en Éthiopie

2016-2017 - Directeur Afrique. Lance la stratégie opérationnelle de l'UNESCO pour l'Afrique

2025 - Sous-directeur général Afrique et Relations extérieures

Mars 2025 - Candidat de la République du Congo au poste de Directeur général de l'Unesco

Novembre 2025 - Élection du nouveau Directeur général lors de la 43e session à Samarcande

ENCADRE BIOGRAPHIQUE

Nom complet : Firmin Edouard Matoko

Nationalité : Congolaise (République du Congo)

Langues : Français, Anglais, Espagnol, Portugais, Italien

Formation académique :

Maîtrise en Économie, Université La Sapienza de Rome

Diplôme en Sciences politiques, Université de Florence

Diplôme en diplomatie et stratégie, Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS), Paris

Titre honorifique : Docteur Honoris Causa de Université de Conakry

Fonctions clés à l'Unesco :

- Sous-directeur général pour la Priorité Afrique et les Relations extérieures

- Directeur des Bureaux de l'Unesco à Bamako (Mali), Quito (Équateur) et Abidjan (Côte d'Ivoire)

- Représentant de l'Unesco auprès de l'Union africaine (Addis-Abeba)

- Coordinateur du Programme pour la Culture de la Paix

- Coordonnateur du Prix UNESCO Félix Houphouët Boigny pour la recherche de la paix & Co-président du Comité de pilotage du Forum permanent sur la culture de la paix en Afrique (Biennale de Luanda)

- Auteur de Les fondements endogènes d'une culture de la paix en Afrique (Unesco, 1999)

Engagements clés :

- Promotion de la paix par l'éducation, la culture et le dialogue inter-culturel

- Défenseur de la coopération Sud-Sud et de l'agenda 2063 de l'Union africaine

- Partisan d'une gouvernance transparente et efficace des organisations multilatérales

FIRMIN EDOURAD MATOKO

« L'éducation est le socle sur lequel reposent la paix, le développement durable et la dignité humaine »

Vous avez exprimé votre volonté de renforcer l'héritage de l'UNESCO. Quelles réformes envisagez-vous pour adapter cette institution aux défis du XXI^e siècle, notamment en matière de gouvernance et d'efficacité ?

L'UNESCO se doit d'être une organisation à la fois fidèle à sa mission fondatrice et pleinement ancrée dans les réalités contemporaines. Forte de son histoire, de ses acquis en matière d'accès à l'éducation pour tous, de valorisation du patrimoine culturel et naturel, de la défense de la liberté d'expression, de l'enseignement des sciences et technologies, elle doit aujourd'hui faire preuve d'agilité pour répondre aux mutations de notre temps. Après plus de trois décennies au service de l'Organisation, sur les cinq continents, j'ai acquis une connaissance approfondie des mécanismes de gouvernance interne et des attentes des États membres. Je plaide pour une gouvernance plus rationnelle, fondée sur la transparence, la redevabilité, et un renforcement du dialogue entre toutes les parties concernées au siège et hors-siège. Je souhaite impulser une dynamique de décentralisation fonctionnelle, pour rapprocher la prise de décision du terrain, tout en optimisant la coordination entre le siège et les bureaux de terrain. Il s'agira également de moderniser les outils de gestion, de fluidifier les procédures, et de renforcer la capacité d'action de l'UNESCO en temps de conflit.

L'éducation est au cœur de votre programme. Comment renforcer l'accès à une éducation de qualité, notamment dans les régions



défavorisées, tout en intégrant les compétences numériques et l'intelligence artificielle dans les curricula ?

L'éducation est le socle sur lequel reposent la paix, le développement durable et la dignité humaine. Sur tous les continents, que ce soit dans les zones rurales du Sahel, les communautés autochtones et afrodescendantes d'Amérique latine ou les petites îles en développement, j'ai eu le privilège de contribuer à des programmes éducatifs qui ont permis à des milliers d'enfants d'accéder à un apprentissage de qualité. Mon ambition est de consolider le rôle de l'UNESCO en tant que chef de file pour l'éducation inclusive et équitable et de renforcer son rôle d'accélérateur dans l'atteinte des objectifs de développement durable. J'entends prioriser les investissements dans la formation des enseignants, dans l'amélioration des méthodes d'apprentissage, et dans le développement de contenus pédagogiques ancrés dans les réalités culturelles locales. Je souhaite renforcer les politiques d'éducation inclusive, intégrer les compétences numériques et l'intelligence artificielle dans les programmes scolaires, avec un soutien particulier aux pays à revenu faible, et investir davantage dans la formation des enseignantes et des femmes professionnelles de l'éducation. L'intégration des compétences numériques, y compris l'intelligence artificielle, constitue une priorité stratégique. Elle devra se faire de manière éthique et adaptée, avec un appui particulier aux pays à faibles ressources, afin d'éviter un élargissement de la fracture éducative et technologique.

Quelle place accorderez-vous à l'UNESCO dans la lutte contre le réchauffement climatique, notamment à travers l'éducation environnementale et la préservation des écosystèmes ?

L'urgence climatique exige des réponses éducatives, scientifiques et culturelles coordonnées. L'UNESCO dispose d'un mandat unique pour

agir de manière transversale. Ayant visité des réserves de biosphère en Afrique, des forêts et des réserves de biosphère en Asie du Sud-Est

J'AI EU LE PRIVILÈGE DE CONTRIBUER À DES PROGRAMMES ÉDUCATIFS QUI ONT PERMIS À DES MILLIERS D'ENFANTS D'ACCÉDER À UN APPRENTISSAGE DE QUALITÉ.



et en Amérique du sud, le constat est effarant, les écosystèmes sont menacés partout. Sous ma direction, l'UNESCO jouera un rôle moteur dans le renforcement de l'éducation au développement durable et à l'environnement, notamment à travers ses réseaux d'écoles associées, et ses chaires UNESCO, le soutien aux réserves de biosphère et aux géoparcs mondiaux, et la formation de jeunes éco-leaders, notamment dans les pays en développement. Je favoriserai aussi l'inclusion des savoirs autochtones, notamment en Amazonie et dans les régions arctiques. Sous ma direction, elle intensifiera son action à travers :

- Le renforcement de l'éducation au changement climatique dans les systèmes scolaires nationaux ;
- Le soutien accru aux réserves de biosphère, géoparcs mondiaux et sites naturels classés au patrimoine



mondial ;

- La valorisation des savoirs autochtones et des pratiques ancestrales de gestion durable des ressources, en particulier en Amazonie, dans le Sahel, et en Asie du Sud-Est.

Il s'agit de faire de l'UNESCO un acteur clef de la diplomatie scientifique et environnementale, au service des générations futures.

Concernant la restitution du patrimoine africain, quelles actions concrètes l'UNESCO pourrait-elle entreprendre ?

La restitution du patrimoine culturel africain constitue un impératif moral, historique et politique. Il ne s'agit pas simplement de restituer des objets, mais de réparer une mémoire, de restituer une part d'âme

aux peuples. Je renforcerai les mécanismes existants de concertation et de médiation culturelle, réunissant les États concernés, les institutions

AVEC LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS PUBLICS ET PRIVÉS, JE MILITERAI ÉGALEMENT POUR LA CRÉATION DE PÔLES RÉGIONAUX DE RÉFLEXION ET DE FORMATION SUR L'IA, EN PARTICULIER EN AFRIQUE...

muséales et les experts indépendants, dans un esprit de coopération apaisée. Parallèlement, l'UNESCO s'engagera plus fermement aux côtés des pays africains pour renforcer les capacités nationales en matière de conservation, de muséologie et de valorisation patrimoniale, notamment par la formation et le soutien institutionnel.

Face aux conflits armés, quelles stratégies entendez-vous mettre en œuvre pour protéger le patrimoine culturel ?

Dans un monde marqué par l'instabilité, la destruction intentionnelle du patrimoine est devenue une arme de guerre. En tant qu'homme de terrain, j'ai été témoin des ravages causés par les conflits dans différents

pays comme au Mali, en Afghanistan, en Irak, etc. Je considère que les sites du patrimoine mondial à valeur universelles doivent être des sanctuaires à respecter et à préserver. Ensemble avec les Etats parties aux conventions visant la protection des biens culturels en cas de conflit armé, nous renforcerons les mécanismes d'intervention d'urgence de l'UNESCO, en donnant plus de moyens opérationnels aux équipes spécialisées de protection du patrimoine en zone de conflit, et en élargissant la coopération avec les forces internationales pour intégrer des casques bleus culturels. Nous devons également investir davantage dans la numérisation préventive des biens culturels et dans la sensibilisation des communautés locales à leur rôle de gardiens du patrimoine.

L'UNESCO est partenaire du G20 2025 avec un focus sur l'intelligence artificielle. Quelle est votre vision d'une IA éthique et inclusive, notamment pour l'Afrique ?

L'intelligence artificielle transformera profondément nos sociétés. Il est donc impératif que cette transformation se fasse dans le respect des droits humains, de la diversité culturelle et de la justice sociale. L'UNESCO a adopté en 2021 une Recommandation historique sur l'éthique de l'IA. Mon engagement est de la traduire concrètement, en soutenant les États membres dans l'élaboration de cadres réglementaires adaptés. Avec les partenaires institutionnels publics et privés, je militerai également pour la création de pôles régionaux de réflexion et de formation sur l'IA, en particulier en Afrique, afin que le continent ne soit pas réduit au rang de simple consommateur de technologies, mais devienne un acteur à part entière du numérique mondial.

Comment renforcer la coopération entre États membres et garantir une représentation équitable dans les instances de décision ?

L'UNESCO est une organisation uni-



verselle. Pour cela, elle se doit de refléter la diversité du monde, non seulement dans ses mandats, mais aussi dans sa gouvernance. Je veillerai à renforcer la voix des pays sous-représentés comme les États insulaires, les pays enclavés, ou encore les États fragiles dans les processus décisionnels. J'encouragerai un dialogue plus structuré entre les groupes électoraux et je favoriserai des consultations régulières pour assurer une répartition géographique plus équilibrée des responsabilités et des postes.

Quelles mesures prendrez-vous pour attirer et retenir les talents au sein de l'UNESCO tout en assurant la diversité géographique et de genre ?

Le capital humain est la première

richesse de l'UNESCO. Il convient de créer un environnement de travail inclusif, stimulant et porteur de sens. Je mettrai en œuvre une politique ambitieuse de recrutement fondée sur le mérite, la parité et l'équilibre géographique, en veillant à diversifier les profils recrutés. Des programmes de mentorat, de formation continue et de mobilité interne seront développés pour accompagner les talents tout au long de leur carrière. Enfin, je veillerai à renforcer la place des femmes dans les fonctions de direction, et à promouvoir une culture organisationnelle fondée sur l'éthique, le respect et l'innovation.

Entretien avec Samirat Ntiaye

SIEL 2025

Rabat, capitale littéraire africaine et carrefour des cultures - Bilan et Perspectives d'un rendez-vous incontournable



La 30e édition du Salon International de l'Édition et du Livre (SIEL) a, une fois de plus, transformé Rabat en un épiscentre vibrant de la littérature et de la pensée, du 18 au 27 avril 2025. Cette édition, attendue par les professionnels du livre comme par le grand public, a confirmé le statut du SIEL comme un événement culturel majeur au Maroc et sur le continent africain. Plus qu'une simple foire commerciale, le SIEL 2025 s'est affirmé comme un espace de dialogue interculturel foisonnant, une vitrine de la créativité et un moteur pour l'industrie du livre. Le SIEL, organisé par le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, en partenariat avec la région Rabat-Salé-Kénitra et la wilaya de la région, a connu la participation de 756 exposants, répartis en 292 exposants directs et 464

indirects, représentant 51 pays.

SIEL 2025 : vitrine éclatante de la diversité éditoriale

Dès son ouverture, le SIEL 2025 a impressionné par son ampleur et la richesse de son offre. Des centaines d'exposants, venus du Maroc, d'Afrique, du monde arabe, d'Europe et d'ailleurs, ont déployé leurs trésors sur des stands rivalisant de créativité. Romans, essais, poésie, beaux-livres, littérature jeunesse, publications universitaires et scientifiques : tous les genres étaient représentés, témoignant de la vitalité d'un secteur en constante évolution. Cette année, un accent particulier a semblé être mis sur la promotion des jeunes talents marocains et africains, ainsi que sur les ouvrages traitant des défis contemporains tels que le développement durable, les transformations numériques et le dialogue des civilisations.

« Le SIEL s'inscrit dans le cadre de la Haute Vision Royale : faire du Maroc un carrefour de culture et de cosmopolitisme, enraciné dans son histoire et son patrimoine, et ouvert sur l'universel », a souligné, dans son discours inaugural, Mohamed Mehdi Bensaid, Ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication du Maroc. « A ce titre, le livre et la lecture sont plus que des vecteurs : ils sont l'incarnation d'une ambition marocaine visant à mettre le livre, la culture et les industries culturelles et créatives au cœur de notre développement économique et social ».

Un éditeur marocain, présent depuis de nombreuses éditions, a ajouté : « Pour nous, le SIEL est une bouffée d'oxygène, une plateforme irremplaçable pour rencontrer nos lecteurs, nouer des contacts avec des confrères

internationaux et sentir les pulsations du marché. L'édition 2025 a été particulièrement riche en découvertes. »

**CETTE ANNÉE, UN
ACCENT
PARTICULIER A
SEMBLÉ ÊTRE
MIS SUR LA
PROMOTION DES
JEUNES TALENTS
MAROCAINS ET
AFRICAINS...**



Au cœur des échanges

Le SIEL 2025 n'était pas seulement un lieu d'exposition, mais aussi et surtout un forum d'idées. Le programme culturel, dense et varié, a offert une multitude de conférences, tables rondes, ateliers et signatures qui ont rythmé les dix jours du salon. Des thématiques cruciales pour l'avenir du livre ont été abordées, telles que l'impact de l'intelligence artificielle sur la création littéraire, les défis de la traduction en Afrique, le rôle des bibliothèques dans la promotion de la lecture publique, ou encore la protection du droit d'auteur à l'ère numérique.

Les rencontres professionnelles ont également occupé une place de choix, permettant aux éditeurs,



distributeurs, libraires et agents littéraires de tisser des liens, de négocier des cessions de droits et d'explorer de nouvelles avenues de collaboration. La question de la propriété intellectuelle, cruciale pour la pérennité de la création, a fait l'objet de discussions approfondies.

« Le respect du droit d'auteur est le socle sur lequel repose toute l'industrie du livre. Des événements comme le SIEL sont essentiels pour sensibiliser et renforcer les mécanismes de protection, surtout face à la rapidité des évolutions technologiques », a dit, à Hommes d'Afrique, un invité, expert international.

Le succès du SIEL repose sur l'engagement de tous ses acteurs. Le Ministre de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication,

lors d'un point de presse, a réaffirmé : « le SIEL de cette année consolide sa vocation internationale et son engagement en faveur d'une mondialisation par le livre et le dialogue culturel ». « Le SIEL

**LA QUESTION DE
LA PROPRIÉTÉ
INTELLECTUELLE,
CRUCIALE
POUR LA
PÉRENNITÉ DE LA
CRÉATION,
A FAIT L'OBJET DE
DISCUSSIONS
APPROFONDIES.**

est aussi l'occasion de débattre des évolutions du livre et de l'édition et de mettre en relation les différentes composantes de ce secteur en plein essor. Le Maroc est devenu depuis quelques années une plateforme éditoriale à l'échelle africaine. Cet essor, à l'intersection de la culture, de l'économie et des politiques publiques, fait du livre et de l'édition au Maroc des exemples pour les autres industries culturelles et créatives ».

Les auteurs, au centre de cette manifestation, ont partagé leur enthousiasme. Une romancière africaine de renom, invitée spéciale, a pu confier : « C'est toujours un immense plaisir de venir au SIEL. L'accueil est chaleureux, et les échanges avec les lecteurs marocains sont d'une richesse incroyable. Ce salon prouve que

la littérature africaine a une voix puissante et un public avide de la découvrir. » Un jeune auteur marocain, présentant son premier roman, a ajouté : « Le SIEL m'a offert une visibilité inespérée. C'est une chance unique de rencontrer des professionnels et de recevoir les retours directs de mes premiers lecteurs. »

Du côté des éditeurs, le son de cloche était également positif, tout en soulignant les défis persistants. Le directeur d'une maison d'édition spécialisée en sciences humaines a noté : « Le marché du livre est en pleine mutation. Le SIEL nous permet de prendre le pouls des nouvelles tendances, notamment l'essor du livre numérique et audio, mais aussi de discuter des enjeux de distribution et de promotion. L'édition 2025 a montré un intérêt croissant pour les ouvrages de fond, ce qui est encourageant. »

Le public, venu nombreux, a été le grand bénéficiaire de cette fête du livre. Une étudiante rencontrée dans les allées s'est exclamée : « Je viens chaque année au SIEL. C'est l'occasion de découvrir des nouveautés, de rencontrer des auteurs que j'admire et de profiter de l'ambiance unique. J'ai déjà trouvé plusieurs pépites ! »

Quel avenir pour le SIEL et l'édition dans la région ?

Au terme de ses dix jours d'effervescence, le SIEL 2025 laisse une empreinte durable. Au-delà des chiffres de fréquentation et des transactions commerciales, cette édition aura renforcé le rôle du Maroc comme terre de dialogue et de culture. Les organisateurs auront certainement tiré des enseignements précieux pour affiner les futures éditions, peut-être en explorant davantage les synergies entre le livre papier et



les formats numériques, ou en renforçant encore la dimension africaine du salon.

Le SIEL demeure un levier essentiel pour la promotion de la lec-

ture, le soutien à la chaîne du livre - de l'auteur au lecteur - et le rayonnement de la culture marocaine et africaine à l'international. Monsieur le Ministre, dans une déclaration de clôture, a conclu : « Le succès de SIEL 2025 nous engage à viser encore plus haut pour les prochaines éditions. Le livre est une fenêtre sur le monde, un outil d'émancipation et un vecteur de paix. Nous continuerons à œuvrer pour que cette fenêtre reste grande ouverte pour tous. » Le rendez-vous est sans doute déjà pris pour 2026, avec la promesse de nouvelles découvertes et échanges toujours plus féconds.

Samirat Ntiazé

**DES THÉMATIQUES
CRUCIALES POUR
L'AVENIR DU
LIVRE ONT ÉTÉ
ABORDÉES, TELLES
QUE L'IMPACT DE
L'INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE
SUR LA CRÉATION
LITTÉRAIRE...**

معرض الكتاب

المعرض الدولي للنشر والكتاب
 ٥٠٧٥٥ ٥٠٧٥٥ ٥٠٧٥٥ | ٥٠٧٥٥ ٥٠٧٥٥ ٥٠٧٥٥
 SALON INTERNATIONAL DE L'ÉDITION ET DU LIVRE

2025

ESPACE OLM SOUSSI - RABAT



الطبعة 30^E
 ÉDITION
 WWW.SIL.MA

معرض
 الكتاب

الرباط 2025

تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله
 SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI QUE DIEU L'ASSISTE

الملكة المغربية
 وزارة الثقافة والتواصل



الملكة المغربية
 وزارة الثقافة والتواصل

Ministère de la Promotion de la Culture et de la Communication

RABAT 2025

MOHAMED MEHDI BENSAID, MINISTRE MAROCAIN DE LA JEUNESSE, DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

« Le Maroc mobilise sa culture comme levier de croissance, de lien social et de rayonnement panafricain »

Monsieur le Ministre, la 30e édition du SIEL consacre Rabat comme un pôle culturel régional. Quelle vision stratégique guide votre action pour faire du Maroc un leader culturel à l'échelle africaine et méditerranéenne ?

Nos politiques publiques culturelles s'inscrivent dans un contexte plus large. Dans le sillage de la Haute Vision de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu l'assiste, le Maroc a fait le choix d'une émergence globale et inclusive, qui fait de la culture et du capital humain le socle du développement. La richesse du patrimoine culturel marocain, tant matériel, avec ses monuments et ses sites, qu'immatériel, avec son patrimoine musical, culinaire, littéraire et autres, sont des atouts : nous voulons mobiliser notre culture au service de la croissance économique, de la consolidation du lien social, ainsi que du rayonnement civilisationnel du Royaume dans son environnement régional. Car le Maroc est plus que jamais engagé dans son continent, d'autant plus que l'Afrique en général, comme le Maroc en particulier, est riche de sa jeunesse, de sa culture et de ses racines. Il faut désormais les mobiliser au service d'une vision globale. Les différentes actions, comme le SIEL que vous citez, s'inscrivent dans cette vision stratégique.

Le SIEL accueille de plus en plus d'auteurs et éditeurs africains. Quelle place le Royaume du Maroc souhaite-t-il accorder à la coopération éditoriale Sud-Sud, notamment avec les pays d'Afrique subsaharienne ?

Nous partageons beaucoup de choses

avec nos voisins et amis du Sud, en particulier les pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Des langues, des racines spirituelles, des valeurs, un patrimoine musical, nous rassemblent. Par ailleurs, nous sommes engagés dans un même chemin de croissance économique, de développement social et de souveraineté culturelle. Dans ce contexte, l'édition et le livre sont des outils et

« PRODUIRE NOS RÉCITS, AFFIRMER NOS IMAGINAIRES : TEL EST LE COMBAT POUR LA SOUVERAINETÉ CULTURELLE AFRICAINE »

des vecteurs de grande importance pour consolider notre souveraineté culturelle et défendre l'indépendance imaginaire et culturelle, comme nous défendons notre indépendance économique ou diplomatique. En effet, nos imaginaires, notre patrimoine, souffrent d'une fuite comparable à la fuite des cerveaux. Nos écrivains doivent éditer en priorité chez eux, et c'est pour cela que le Maroc s'est lancé dans une politique intégrée de développement des salons du livre, à différents échelons, national, régional et local, de création de plusieurs prix littéraire, et d'un soutien affirmé au monde de l'édition. Nous com-

mençons à récolter les fruits de cette politique : le Maroc est devenu un pôle éditorial d'importance à l'échelle africaine et arabe, et nous avons des ambitions désormais à l'échelle internationale. Dans ce cadre, de plus en plus de jeunes écrivains de tout le continent viennent se faire publier au Maroc. Et nous sommes fiers de compter parmi les titres qui sont édités au Maroc de jeunes plumes prometteuses, venues de tout le continent. D'autre part, nous accordons une grande importance aux circuits de distribution, et nous voulons œuvrer à rapprocher le livre de son public africain : les éditeurs, mais aussi les distributeurs et les libraires africains sont appelés à jouer un rôle important et civique.

À l'ère de la digitalisation, comment votre ministère accompagne-t-il la modernisation du secteur de l'édition, tout en protégeant les droits d'auteur et en valorisant le livre papier ?

Nous avons procédé à une profonde restructuration du cadre juridique des droits d'auteurs. Ce processus en cours a également touché le cadre des arts plastiques, que nous sommes en train de réformer dans le sens d'une structuration d'un écosystème du marché de l'art. D'autres domaines artistiques (musique, cinéma...) sont concernés : il s'agit de remettre le créateur, écrivain, musicien, plasticien, etc. au cœur du processus créatif, dans la première place qui lui revient de droit. Et nous sommes conscients que le nerf de la guerre, c'est la rémunération des artistes. A l'heure de l'intelligence artificielle, et de la consommation en ligne, nous encourageons une « platformisa-

tion » qui soit responsable envers les créateurs. Les éditeurs marocains commencent d'ailleurs à s'engager dans le marché du livre en ligne, d'autant plus que le Maroc s'ouvre aux instruments financiers mondiaux, et que nous sommes attentifs à toucher les publics en dehors du cadre territorial national, aussi bien les Marocains du monde que les publics étrangers qui s'intéressent à la littérature marocaine.

Quels sont les mécanismes mis en place pour renforcer l'accès des jeunes marocains et africains à la lecture et à l'écriture ? Y a-t-il des programmes spécifiques à destination de la jeunesse rurale ou défavorisée ?

Nous avons multiplié les salons du livre à toutes les échelles. Chaque région du Maroc dispose ou disposera bientôt de son salon. Par ailleurs, le ministère soutient spécifiquement les libraires et les points de vente du livre. Enfin, les prix littéraires, les prix des lecteurs et les différents hommages aux écrivains mettent de plus en plus le livre au cœur de l'espace public. Mais nous sommes conscients qu'à l'heure des écrans, il faut une approche globale et continue. C'est le sens du nouveau salon dédié au livre pour enfants et jeunes, le SILEJ de Casablanca, qui en sera à sa troisième édition cette année ; et d'autres salons et événements qui ciblent le jeune public seront organisés. Quant aux disparités sociales et territoriales, nous œuvrons dans le cadre d'une volonté nationale, consacrée par les Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi, que Dieu l'assiste, et qui vise à combler les inégalités de toute sorte. Notre approche à cet égard est double : d'une part, des politiques de longue durée, pour doter chaque province et commune d'installations culturelles, dont des bibliothèques de qualité, et enraciner la tradition des salons du livre locaux ; d'autre part, nous avons plusieurs partenariats avec la société civile, le secteur privé, les élus locaux, pour diversifier les instru-



ments adéquats à chaque territoire : comme les bibliobus qui proposent des bibliothèques ambulantes pour désenclaver culturellement des territoires éloignés, et des actions de sensibilisation à la lecture auprès des enfants mais aussi des parents des milieux ruraux.

Le Maroc attire des festivals, des événements littéraires, mais aussi des tournages cinématographiques internationaux. Comment articulez-vous cette dynamique culturelle avec un rayonnement panafricain plus fort ?

La culture, comme je l'ai dit, est devenu le socle du modèle d'émergence du Maroc. En insistant sur la durabilité, les racines, les dimensions immatérielles de la croissance économique, le Maroc met en avant les industries

culturelles et créatives, la formation, la circulation des idées et des créations, comme vecteur de développement. Cette dynamique, qui s'incarne dans les festivals, les tournages, l'organisation d'événements culturels mondiaux, a aussi une dimension diplomatique : le Maroc est fermement inscrit dans son environnement africain, et nos relations, culturelles, religieuses, linguistiques, commerciales, qui ont des siècles de profondeur, ont pris une nouvelle jeunesse et une nouvelle vitalité avec le développement du rayonnement culturel marocain de ces dernières décennies. Nous œuvrons désormais à faire de nos capitales culturelles marocaines, comme Marrakech, Essaouira, Tanger ou Dakhla, des capitales panafricaines. Les ICC marocaines sont aussi des ICC africaines, et chaque réussite culturelle marocaine doit être lue dans son cadre panafricain.

« LE MAROC EST DÉSORMAIS UN ACTEUR IMPORTANT DANS LES INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES AU NIVEAU MONDIAL »

Dans un monde en mutation, quelle place accordez-vous aux langues nationales et africaines dans les politiques culturelles du Royaume, en lien avec les langues de communication internationales ?

La Constitution marocaine consacre le pluralisme de nos racines et la diversité des affluents qui composent notre identité. Les langues au Maroc sont l'objet d'un respect et d'une protection particulière. Le Royaume du

Maroc a toujours refusé les approches autoritaires et monolithique, qui discriminent des pans entiers de la culture au profit d'une seule composante. Le Maroc est aujourd'hui un pôle éditorial reconnu dans la sphère arabophone et francophone, et nos publications en amazigh, espagnol, hassani, et anglais, se multiplient d'année en année. Cette richesse et cette ouverture au plurilinguisme est commune au Maroc et à la majorité des pays africains. Cette richesse doit être valorisée et abordée sans complexe : les langues vernaculaires sont des sources de créativité à mobiliser, et un jour viendra où le monde entier reconnaîtra que la richesse linguistique de l'Afrique, avec ses centaines de langues, n'a pas d'égal dans le monde. Quant aux langues de communications internationales, nos jeunes ont aujourd'hui une approche pragmatique : nous encourageons les jeunes à apprendre les langues véhiculaires internationales, mais sans se braquer dans des considérations idéologiques. Par ailleurs, avec l'intelligence artificielle, et les traductions automatiques, je pense que l'aspect utilitaire des langues sera de plus en plus détaché de leur dimension créative et identitaire. Un jour très proche, chacun écrira et créera dans la langue chère à son cœur, sans se soucier de la traduction qui suivra. D'ailleurs, notre pays est pionnier dans la région dans le secteur de la traduction, avec des écoles, des éditions et des traducteurs renommés, et nous multiplions les partenariats, aussi bien publics que privés, avec les éditeurs et les universités étrangères, pour traduire, co-éditer et co-distribuer des titres sans se soucier des frontières physiques ou linguistiques.

En tant que ministre de la Culture et de la Communication, comment percevez-vous le rôle des médias culturels panafricains comme HOMMES D'AFRIQUE dans la circulation des idées, des identités et des récits du continent ?

La force d'un pays ou d'un continent,



c'est sa capacité à produire ses propres récits, ses propres imaginaires, sa propre image. Pendant longtemps, nous avons souffert, nous pays du Sud, d'une fuite des imaginaires : nos artistes, nos écrivains, nos musiciens, allaient se produire, créer et se faire publier ailleurs, à l'image d'ailleurs de nos ingénieurs, médecins, ou sportifs. Désormais, cette dynamique change : le Maroc produit de plus en plus sa culture chez lui, et nos politiques publiques consacrées aux médias consacrent notre souveraineté médiatique, en appuyant la formation, la professionnalisation et

l'indépendance des médias, et font en sorte qu'ils puissent se projeter à l'international. Cette dynamique se retrouve dans d'autres pays africains. Les médias panafricains, comme le vôtre, jouent un rôle décisif dans ce cadre : ils mettent en relations les différents pôles de créations du continent, et font prendre conscience à nos intellectuels, nos étudiants, et plus largement nos concitoyens, qu'il y a désormais un espace culturel public africain, unifié, intégré et souverain.

Enfin, quelle image du Maroc souhaitez-vous que cette 30^e édition du SIEL transmette aux écrivains, éditeurs et intellectuels du reste du continent africain ?

Nous disons à nos interlocuteurs et invités, écrivains, créateurs, lecteurs et éditeurs de tout le continent : le Maroc est désormais un acteur important dans les industries culturelles et créatives au niveau mondial, et nous souhaitons devenir l'une des voix des imaginaires africains, porte-parole de nos propres narrations, récits et visions du monde.

Entretien avec Samirat Ntiage, à Rabat

« LE MAROC FAIT DE LA CULTURE UN LEVIER DE SOUVERAINETÉ ET DE RAYONNEMENT AFRICAIN »

ENTRETIEN AVEC HACHIMI SALI, POÈTE ET SOCIOLOGUE

« Il faut préserver la mémoire et redonner à la lecture sa place dans la société »

Bonjour Monsieur Hachimi. Pourriez-vous avoir l'amabilité de vous présenter à nos lecteurs ?

Je suis Hachimi Sali, j'ai 73 ans. J'habite dans le nord de la France. Je suis poète et sociologue. Je suis présent ici à l'invitation du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), dans le cadre du Salon international de l'édition et du livre (SIEL), pour présenter quatre de mes ouvrages consacrés à un sujet encore trop peu connu : l'expulsion collective des Marocains d'Algérie en 1975.

Nous sommes au quatrième jour du SIEL. Quel regard portez-vous sur cette édition et êtes-vous satisfait du déroulement de l'événement ?

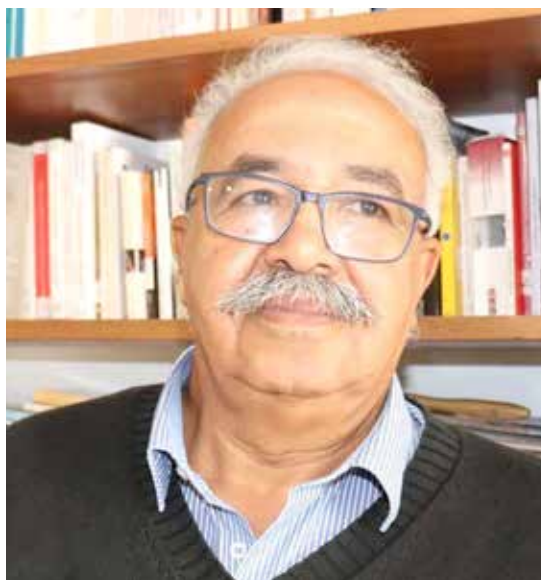
C'est une belle manifestation. Le SIEL en est déjà à sa 30^e édition, ce qui témoigne de sa pérennité et de son importance. Ce salon permet à un public large - y compris des personnes qui n'ont pas toujours accès aux livres au quotidien - de venir découvrir une offre riche, variée et de qualité, portée par des éditeurs et des auteurs engagés. Ce qui me touche particulièrement, c'est la forte présence des jeunes. Cela montre qu'il y a encore un intérêt pour la lecture, pour la culture, et c'est très encourageant. C'est, à mes yeux, une manifestation à la fois utile et nécessaire.

Que répondez-vous à ceux qui affirment que l'essor d'Internet a signé la fin de la lecture et des livres ?

Je ne crois pas que le livre, en particulier sous sa forme papier, soit destiné à disparaître. Toutefois, l'avènement des technologies de l'information et de la

communication, notamment Internet, a provoqué une chute préoccupante de la lecture, surtout chez les jeunes. Et cela m'inquiète.

Il existe un ouvrage fondamental du chercheur français Michel Desmurget intitulé *La Fabrique du crétin digital*, qui alerte sur les dangers des écrans pour le développement des enfants :



atteinte à la santé, à la concentration, au sommeil, aux capacités cognitives... Face à cela, il est essentiel de promouvoir la lecture, et notamment la lecture partagée en famille. Ce qu'on appelle « la lecture accompagnée » est une pratique précieuse pour contrebalancer l'omniprésence des écrans. Il faut redonner au livre une place centrale dans le développement intellectuel et émotionnel de l'enfant.

Parlez-nous de vos ouvrages, notamment du plus récent

Mon dernier ouvrage s'intitule *La Défaite*. Il retrace l'histoire mécon-

nue des Marocains expulsés d'Algérie en 1975. Cette expulsion collective a concerné environ 300 000 personnes, installées de longue date en Algérie. L'événement a été douloureux, brutal, et reste encore aujourd'hui une blessure ouverte. Il s'est produit au moment même où le Maroc lançait la Marche Verte. C'est donc une histoire parallèle,

mais intimement liée à un grand moment de l'histoire nationale.

À ce jour, les victimes de cette expulsion n'ont toujours pas obtenu justice ni réparation. À travers ce livre, je souhaite contribuer au devoir de mémoire, pour que cette histoire ne tombe pas dans l'oubli, et pour que justice leur soit rendue. Il est de notre responsabilité collective de ne pas tourner la page tant que ces souffrances restent ignorées.

Quel message aimeriez-vous transmettre aux jeunes présents ici au SIEL ?

Je voudrais dire aux jeunes que la lecture est un acte fondateur. Elle développe l'intelligence, stimule la réflexion, éveille les émotions profondes et forge un esprit critique. Il faut lire, encore et toujours. Lire pour comprendre le monde, lire pour mieux se comprendre soi-même. L'intelligence artificielle ne remplacera jamais l'intelligence humaine que la lecture contribue à façonner.

Je les invite donc à réduire leur consommation d'écrans au profit des livres. Lire, c'est aussi se construire, nourrir sa sensibilité, et accéder à un véritable humanisme — chose que les réalités virtuelles, aussi sophistiquées soient-elles, ne pourront jamais pleinement offrir.

Propos recueillis par S.N.

ENTRETIEN AVEC DIBAKANA MANKESSI, ROMANCIER ET ESSAYISTE

« Un livre est un compagnon fidèle qu'aucun écran ne peut remplacer »

Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs et nous parler de votre présence au SIEL ?

Je suis Dibakana Mankessi, romancier et essayiste. Mon dernier roman s'intitule *Le psychanalyste de Brazzaville*, et c'est cette œuvre que je suis venu présenter au Salon international de l'édition et du livre (SIEL) ici à Rabat. C'est ma deuxième participation à ce salon. L'an dernier, lors de ma première venue, j'ai eu l'honneur de recevoir le Prix Orange du Livre en Afrique 2024 pour ce roman. Avant cela, en 2023, j'ai également été lauréat d'un prestigieux prix littéraire datant de 1961. Cette année encore, je suis présent pour continuer à faire vivre ce livre, à en parler et à échanger avec les lecteurs.

Peut-on dire que vous êtes désormais un habitué du Salon du livre du Maroc ?

Oui, on peut le dire. C'est ma deuxième participation officielle au SIEL, mais je suis venu au Maroc à plusieurs reprises pour d'autres événements littéraires. J'étais notamment présent à l'initiative « Littérature itinérante » organisée l'année dernière à Rabat. Donc oui, ma relation avec le Maroc s'installe peu à peu, et j'y viens avec beaucoup de plaisir.

Que répondez-vous à ceux qui pensent qu'avec Internet, les gens ne lisent plus ?

C'est un débat récurrent et légitime. Il est indéniable que les jeunes, aujourd'hui, passent beaucoup de temps sur des plateformes comme

TikTok ou Instagram. Ce qui est, d'une certaine manière, regrettable. Mais malgré cela, je pense que le livre, en particulier le livre papier, a encore un bel avenir. Ce que je constate ici, au SIEL, c'est justement



une volonté de renouer avec le livre, de préserver ce lien essentiel entre l'auteur et le lecteur.

Pensez-vous que le numérique finira par remplacer le livre papier ?

Je ne le crois pas. Le rapport au livre papier est unique. Il y a quelque chose de sensuel, de personnel, dans le fait de tenir un livre entre ses mains, de sentir son odeur, de tourner ses pages. Cela crée une intimité que le numérique ne pourra jamais vraiment reproduire.

Un livre, c'est plus qu'un objet. C'est un compagnon de route, un confident. On peut l'emporter partout, le poser sur sa table de nuit, s'endormir avec... Ce lien charnel avec le papier, aucun écran ne peut l'égaliser. Ce n'est pas la même relation.

Quel message souhaitez-vous adresser à ceux qui aspirent à devenir écrivains ?

À tous ceux qui rêvent d'écrire, je dirais ceci : commencez par lire. Un bon écrivain est avant tout un grand lecteur. Lire, ce n'est pas seulement pour apprendre à écrire, c'est une porte d'entrée vers le monde, un moyen de se cultiver, de s'ouvrir à d'autres cultures, d'élargir sa vision.

Nous vivons dans un monde globalisé, un véritable village planétaire. Et ceux qui ne lisent pas risquent de rester en marge. La lecture vous enrichit, vous élève, vous prépare aux grands débats de notre époque. Elle affine votre pensée, votre capacité à écouter,

à comprendre, à formuler vos idées. Dans la vie quotidienne, on perçoit très vite la différence entre quelqu'un qui lit et quelqu'un qui ne lit pas. Celui qui lit apporte toujours une profondeur, une richesse dans les échanges. C'est pourquoi j'encourage vivement les jeunes à lire davantage. Cela vous rendra plus forts, plus ouverts, plus créatifs. La lecture est une source d'énergie, de savoir et d'humanité.

Propos recueillis par S.N.



CONFÉDÉRATION AFRICAINE DE FOOTBALL

Fouzi Lekjaa en route pour la présidence ?

Fouzi Lekjaa, figure centrale actuelle du football africain, vient de connaître une énième promotion dans la gestion du football africain. Il a été choisi en tant que premier vice-président de la CAF. C'est assurément un tremplin pour succéder à Motsepe à la fin de son mandat.

Lors du Conseil Exécutif tenu à Accra en avril 2025, le président de la Fédération royale marocaine de football est monté en grade. Il devient le premier vice-président de la CAF, en plus de ses charges à la FIFA.

Selon le président de la CAF, la promotion de Fouzi Lekjaa n'est que justice pour tout son engagement en faveur de la modernisation du football marocain et africain.

A 54 ans et en tant que vice-président de la CAF, Lekjaa jouera un rôle majeur dans l'orientation stratégique du football africain. Il sera de plus en plus impliqué dans l'organisation de compétitions, la promotion de l'intégrité du sport et le soutien aux fédérations nationales.

Ce n'est pas un défi en tant que tel, puisque le Maroc sous son impulsion est à la tâche concernant l'organisation de compétition. D'ailleurs, son expérience en tant que président de la Fédération royale marocaine de football (FRMF) lui a permis d'acquérir une solide connaissance des défis et des opportunités auxquels le football africain est confronté.

Fouzi Lekjaa est également reconnu pour ses efforts en matière de développement des infrastructures sportives et de formation des jeunes talents. Sous sa férule, de nombreuses initiatives ont été mises en place pour encourager la participation des jeunes et améliorer les standards du jeu.

En plus de ses responsabilités au sein de la CAF, Lekjaa est également impliqué



dans divers projets communautaires et sociaux, cherchant à utiliser le football comme un outil de développement et d'unité.

Mais pour beaucoup, l'un des hommes les plus influents du football africain a désormais tout pour prétendre un jour succéder à Patrice Motsepe. D'abord, les

deux hommes se font confiance. Ensuite, on voit bien que leurs actions sont coordonnées et suivies. Ils ne se marchent pas dans les plates bandes. C'est comme si Motsepe préparait déjà le chemin pour collaborateur.

Valéry FOUNGBE

VOICI LES VICE-PRÉSIDENTS NOUVELLEMENT ÉLUS ET AUTRES RESPONSABLES

- Premier Vice-Président de la CAF : M. Fouzi Lekjaa (Maroc)
- Deuxième Vice-Président de la CAF : M. Kurt Okraku (Ghana)
- Troisième Vice-Président de la CAF : M. Pierre-Alain Mounguengui (Gabon)
- Quatrième Vice-Présidente de la CAF : Mme Bestine Kazadi Ditabala (République Démocratique du Congo)
- Cinquième Vice-Président de la CAF : M. Feizal Sidat (Mozambique)

Par ailleurs, le Dr Motsepe a annoncé la cooptation de M. Yacine Idriss Diallo, Président de la Fédération Ivoirienne de Football (FIF), en tant que membre du Comité Exécutif de la CAF.

Le Comité Exécutif de la CAF a également validé les nominations aux postes vacants de plusieurs commissions de la Confédération :

Commission d'organisation du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN)

- Président : M. Pierre-Alain Mounguengui (Gabon)

Commission Technique et de Développement de la CAF

- Président : M. Samuel Eto'o (Cameroun)
- Vice-Président : M. Malouche Belhassen (Tunisie)

Commission Médicale de la CAF

- Président : Dr Mohammed Bouya (Mauritanie)
- Vice-Président : Dr Thulani Ngwenya (Afrique du Sud)



Feizal Sidat
5e Vice-Président CAF



Bestine KAZADI DITABALA
Vice Présidente CAF



Kurt Okraku (Ghana)
vice-président CAF



Pierre-alain-Mounguengui
Vice-Président CAF



Scannez-moi

À PROPOS DE NOUS

TamTech Solution est votre guichet unique pour tous vos besoins en matière d'interaction virtuelle. Nous proposons une gamme complète de produits et services 100 % personnalisés, conçus pour rendre vos échanges numériques conviviaux, sécurisés et faciles à gérer.



NOS SERVICES

- **Plateformes virtuelles :** TamTech Solution ne se limite pas aux simples salles de réunion virtuelles. Nous proposons des plateformes complètes d'interaction virtuelle, conçues pour répondre à vos besoins et rendre vos échanges numériques conviviaux, sécurisés et faciles à utiliser.
- **Plateformes de gestion de formations et de séminaires :** Nous mettons à votre disposition une variété de plateformes pour gérer vos formations et séminaires, de l'inscription à la planification, en passant par la diffusion de contenu et l'évaluation.
- **Services d'hébergement :** Nous proposons un hébergement sécurisé et fiable pour vos salles virtuelles, vos plateformes de formation et autres sites web.
- **Et bien plus encore !** Nous offrons également des services supplémentaires tels que le tutorat virtuel, la visioconférence et la diffusion en direct (live streaming).

Pourquoi choisir TamTech ?

Fiabilité : Nos services bénéficient d'une garantie de disponibilité à 99,9 %.

Tarification abordable : Nous proposons des prix compétitifs adaptés à votre budget.

Engagement envers la satisfaction client : Notre mission est de vous accompagner vers le succès dans vos interactions virtuelles.

Confidentialité et sécurité des données garanties : TamTech Solution s'engage à protéger vos données et à garantir leur confidentialité maximale. Nous opérons dans le strict respect de la loi marocaine 09.08 relative à la protection des données personnelles.



TAMTECH CONNECT



TAMTECH TUTORING



TAMTECH SEMINARS



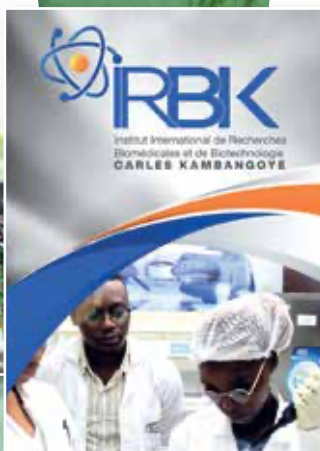
TAMTECH EDU





**Établissement Privé
d'enseignement supérieur
reconnu d'utilité publique
par l'Etat gabonais**

NOS ETABLISSEMENTS



Dis à ESSASSA, PK 23

B.P. 20411 Libreville (Gabon).

Email. contact@uil-universite.com

Téléphone : + (241) (0) 62 26 51 28 ou + (241) (0) 62 09 85 66

Site WEB : <https://uil-universirte.com>